

tribune internationale

N° 4 - Mai 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

EN DEFENSE
DE LA REVOLUTION
CENTRO-AMERICAINE

*Déclaration
du Secrétariat
international
provisoire de
« IV^e Internationale
(Centre
international
de reconstruction) »*

LES 7 et 28 mars derniers, sous le feu d'une répression sanglante, d'un authentique génocide contre les paysans et les ouvriers des villes, contre l'ensemble de la jeunesse, les dictatures militaires du Guatemala et du Salvador ont organisé des « élections ». Avec l'appui et la collaboration étroite de l'impérialisme américain, il s'agissait de tenter de doter d'un semblant de légitimité les régimes militaires corrompus, pourris jusqu'à la moelle.

La cynique campagne mondiale de l'impérialisme et des bourgeois compradores pour tenter de convaincre les travailleurs et peuples du monde entier que la « démocratie » a joué, que le peuple a voté, est à la mesure de leur peur panique et meurtrière. En effet, les masses du Salvador et du Guatemala, dont le seul crime est d'exiger le droit à la terre, le droit au travail, le droit à la vie, remettent en cause par leur lutte aux portes mêmes des USA, cette chasse gardée de l'impérialisme US que constituent tous les pays de l'isthme centro-américain.

Appuyée sur la vague et la situation révolutionnaires qui secouent toute l'Amérique centrale, particulièrement depuis l'éclatement de la révolution nicaraguayenne qui renversa le boucher Somoza, organi-

(suite page 4)

RETRAIT DE LA FLOTTE BRITANNIQUE DE L'ATLANTIQUE SUD !

« LES MALOUINES SONT ARGENTINES, LES DÉTENUS-DISPARUS AUSSI ! »



POLOGNE



Dans le camp de Wierzchowo-Pomorskie, les internés parviennent à confectionner, reproduire et faire sortir du camp des timbres, en dépit de toute la surveillance de leurs geôliers et de toute la police politique.

La délégation provisoire à l'extérieur du Parti socialiste polonais du travail (PSPP) publie une plaquette contenant les reproductions exactes en format et en couleur de 15 timbres édités par les militants de « Solidarité des internés » du camp de Wierzchowo-Pomorskie. Soutenez le combat des travailleurs polonais ! Soutenez le combat du PSPP !

SUR LE CONFLIT ENTRE L'ANGLETERRE ET L'ARGENTINE

Retrait de la flotte britannique

Déclaration du Secrétariat international provisoire de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

L'IMPERIALISME anglais et sa flotte navale viennent d'occuper l'île de la Géorgie du Sud. Dans le monde entier, on vante la suprématie navale britannique ; et l'ensemble des puissances impérialistes ont donné leur soutien au gouvernement Thatcher dans le conflit qui oppose la Grande-Bretagne à l'Argentine sur la question des îles Malouines.

Les îles Malouines ont fait partie de l'Argentine jusqu'en 1833, date à laquelle la couronne anglaise s'en est emparée par la force, pour s'assurer le contrôle de l'accès au Pacifique depuis l'Atlantique Sud. Depuis lors, l'Argentine exige la restitution des Malouines.

Mais la question des Malouines a cessé d'être une question apparemment insignifiante de négociations entre l'Argentine et la Grande-Bretagne, pour se transformer en un problème politique mondial et en une question centrale de politique intérieure pour la Grande-Bretagne et l'Argentine.

Le fait que les Malouines appartiennent à l'Argentine ne souffre d'aucune discussion, mais ce n'est pas cela qui guide la dictature argentine dans le conflit actuel. Si la dictature militaire s'est décidée à occuper les îles et à affirmer la souveraineté argentine sur son territoire, elle n'est pas guidée par une politique anti-impérialiste.

Au contraire, la dictature militaire est le plus authentique représentant du caractère antinational et pro-impérialiste de la bourgeoisie argentine. Les forces armées et leur dictature sanguinaire s'appuient non seulement sur la répression, l'assassinat et les baïonnettes, mais aussi sur l'impérialisme anglais et l'impérialisme nord-américain qui sont les principaux piliers soutenant et continuant à soutenir sa politique anti-ouvrière.

La décision de reprendre les Malouines correspondait, de la part du gouvernement militaire en crise, à la volonté de sortir de l'impasse dans laquelle il se trouvait en réalisant l'union sacrée autour de lui. Pour surmonter cette situation, les militaires au pouvoir ont décidé l'action sur les Malouines. Cette action intervient immédiatement après les manifestations massives contre la dictature. Tous les partis bourgeois, les chambres patronales, les centrales syndicales et le PC se sont hâtés de manifester leur soutien à la dictature, en utilisant la question des Malouines pour réaliser un accord national, difficile à réaliser auparavant à cause du problème des « disparus ».

Mais l'impérialisme anglais ne pouvait permettre la politique du fait accompli qui mette publiquement en évidence sa décadence et son rôle de deuxième rang dans le système impérialiste mondial. Admettre la récupération argentine des Malouines, et ce par une action militaire, signifiait créer un précédent que n'importe quelle colonie ou semi-colonie de l'impérialisme pouvait répéter. C'est pour cela que l'envoi de la flotte navale britannique dans l'Atlantique Sud a été soutenu par toutes les puissances impérialistes. En particulier, l'impérialisme US ne peut tolérer cette situation, et c'est la raison pour laquelle il a pris fait et cause pour l'impérialisme britannique.

L'hypocrisie impérialiste sur les droits et la démocratie se mesure à l'oppression sauvage de l'Irlande et au traitement des prisonniers républicains. La « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se prononce clairement contre l'impérialisme ; sa position n'est pas neutre dans ce conflit qui oppose l'une des principales puissances impérialistes du monde à l'Argentine. Notre position est déterminée par la distinction rigoureuse qui existe entre l'impérialisme dominant et la majorité du globe soumise à sa rapine. Nous sommes du côté des pays opprimés et contre l'impérialisme. Nous sommes pour le retrait sans conditions de la flotte navale britannique.

Cette position de principe n'implique aucun soutien politique à la dictature de Galtieri dont l'anti-impérialisme se mesure à l'envoi de troupes au Salvador pour défendre la junte assassine contre le droit à l'autodétermination des peuples d'Amérique centrale.

Le Secrétariat international provisoire de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » fait siennes les déclarations de ses organisations en Grande-Bretagne et en Argentine, expression d'une véritable position internationaliste.

Les mots d'ordre qui expriment les nécessités du combat internationaliste sont :

- Retrait de la flotte britannique de l'Atlantique Sud ;
- Levée du boycott impérialiste sur l'Argentine ;
- A bas Thatcher, boucher du peuple irlandais ;
- Les Malouines sont argentines ;
- Non à l'union sacrée avec la dictature sanguinaire de Galtieri ;
- Libération de tous les emprisonnés en Irlande et en Argentine ;
- Apparition en vie des militants disparus ;
- Combattre la dictature et préparer sa chute est inséparable de la défense de l'Argentine contre l'impérialisme britannique.

27 avril 1982.

La position du Socialist Labour Group, section anglaise de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

POUR la première fois depuis l'agression contre l'Égypte au sujet du canal de Suez en 1956, la flotte britannique a pris la mer pour une opération de guerre. D'après le gouvernement Thatcher et ceux qui le soutiennent dans tous les partis, l'objectif de cette opération est de défendre les droits démocratiques des 1 800 habitants des îles Falkland. Cette prétention n'est que pure hypocrisie.

Durant les cinq dernières années, le régime de Thatcher, et avant lui le gouvernement Callaghan, ont tenté d'aboutir à un accord avec l'Argentine, de classe dominante à classe dominante. L'Argentine a été longtemps une semi-colonie de l'impérialisme britannique. La revendication du peuple argentin à l'égard des îles Falkland remonte à l'époque de l'oppression la plus directe de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Argentine.

Le degré d'hypocrisie du gouvernement britannique est souligné par le fait que de nombreux bâtiments de guerre de la marine argentine lui ont été vendus par l'Angleterre et que, récemment encore, les officiers de la marine argentine étaient entraînés en Angleterre.

Les cris poussés par les représentants de la réaction britannique au sujet de la junte militaire en Argentine ne sont qu'une hypocrite tentative de diversion pour justifier une opération entreprise uniquement au compte des intérêts de l'impérialisme britannique. Il faut dire aussi que les protestations de Dennis Healey et d'autres dirigeants du

Labour Party au sujet des droits démocratiques sont également irrecevables : eux aussi ont coopéré avec le régime militaire argentin au détriment des droits démocratiques du peuple et de la classe ouvrière d'Argentine.

Toutes les forces impérialistes, de Reagan à l'ensemble des gouvernements du Marché commun, se sont rangées derrière l'impérialisme britannique. A l'ONU, les représentants de la bureaucratie du Kremlin se sont abstenus. Le boucher du peuple chilien, Pinochet, a fait savoir qu'il était prêt à concéder à Thatcher l'utilisation de bases chiliennes. Telle est la réalité des faits qui démontre de quelle manière le gouvernement conservateur et ceux qui sont ses alliés dans la direction du Labour Party défendent les « droits démocratiques » dans l'Atlantique Sud.

Nous ne revenons pas ici sur le caractère sanglant de la dictature militaire argentine dont nous sommes convaincus que les masses laborieuses d'Argentine auront raison.

« Retrait immédiat de la flotte ! »

Ce que nous disons, comme socialistes britanniques, c'est que la flotte impérialiste anglaise n'a aucun droit à engager des opérations de guerre contre l'Argentine et que ceux qui se réclament du socialisme et de la démocratie ne peuvent faire cause commune avec le gouvernement Thatcher sous le prétexte d'une lutte contre la dictature mili-

taire argentine, que le gouvernement Thatcher a, jusqu'à maintenant, soutenue.

La classe ouvrière et la jeunesse d'Angleterre n'ont aucun intérêt à soutenir l'opération engagée par Thatcher qui a obtenu la caution de Michael Foot, dirigeant du Labour Party.

L'Angleterre a arraché les îles Falkland à l'Argentine par la force il y a 150 ans. Elles demeurent une possession britannique maintenue dans l'orbite de l'impérialisme anglais uniquement par la force.

Le gouvernement Thatcher est un gouvernement de faillite dans tous les sens du terme. Ce gouvernement prétend maintenant demander aux masses laborieuses britanniques qu'elles paient plus d'impôts et qu'elles acceptent de plus grandes réductions dans les dépenses sociales pour entretenir l'opération navale dans l'Atlantique Sud.

La classe ouvrière n'a rien à gagner dans cette opération. Tony Benn, dirigeant de l'aile gauche du Labour Party, dans une déclaration devant le Parlement, a demandé le retrait de la flotte. Sa position a été rejetée, à une voix de majorité, par le comité exécutif national du Labour Party. Nous soutenons inconditionnellement l'appel au retrait immédiat de la flotte. C'est la base sur laquelle le Labour Party doit appeler à la démission immédiate du gouvernement Thatcher et à des élections générales.

**Il doit être mis fin
au gouvernement Thatcher !
La flotte doit être rappelée
sans attendre !**



La reine d'Angleterre.

de l'Atlantique Sud !

Face au blocus de l'impérialisme, des militants socialistes argentins prennent position

LA flotte anglaise a commencé le blocus naval des îles Malouines. Cela démontre que l'impérialisme anglais est prêt y compris à courir le risque de déclencher une guerre pour maintenir les derniers vestiges de sa domination coloniale.

Nous, révolutionnaires socialistes argentins, nous sommes clairs face à cela : en cas d'affrontement armé entre un pays impérialiste (l'Angleterre) et une semi-colonie (l'Argentine), nous sommes contre l'Angleterre et pour l'Argentine. Indépendamment de ceux qui gouvernent dans chaque pays. Nous voulons que l'impérialisme anglais soit vaincu.

Ce doit être la position de l'ensemble des forces anti-impérialistes et ouvrières du monde entier. Indépendamment de la répulsion provoquée par la dictature criminelle de Videla-Viola-Galtieri (que nous luttons pour renverser), les travailleurs et démocrates du monde entier doivent être pour la défaite de l'impérialisme anglais.

C'est l'impérialisme qui est le grand ennemi de tous. C'est pour cela que nous considérons comme une grande capitulation les positions du travaillisme anglais qui ne s'oppose pas d'une façon décidée à l'agression de la flotte anglaise, celle du gouvernement français dirigé par le socialiste Mitterrand qui a soutenu l'impérialisme anglais et le refus de l'URSS d'imposer le droit de veto à l'ONU.

Nous ne nous trompons pas : la dictature de Galtieri est une dictature pro-impérialiste. Le fait d'avoir occupé les Malouines ne change pas le moins du monde le caractère de cette dictature. C'est cette dictature qui a bradé au plus offrant la souveraineté nationale. C'est elle qui a remis le pays entre les mains de l'impérialisme, comme personne ne l'avait fait auparavant.

C'est cette dictature qui laisse le pétrole aux sociétés étrangères. C'est elle qui veut brader les entreprises d'Etat, c'est elle qui veut privatiser le sous-sol. C'est cette dictature qui est en train d'affamer le peuple, c'est elle qui est en train de lui imposer des plans de famine, de misère et de chômage.

C'est cette dictature qui a enlevé et peut-être assassiné plus de 30 000 combattants anti-impérialistes. C'est clair : cette dictature ne veut et ne peut défendre sérieusement la souveraineté nationale. Comme l'a affirmé en son temps le dirigeant péroniste Bittel : « On prétend qu'elles cessent d'être britanniques (les îles Malouines) pour qu'elles deviennent nord-américaines. »

C'est la réalité. Les démentis réitérés sur l'installation d'une base militaire des Etats-Unis en sont la preuve. Nous savons tous qu'il y a quelque chose de vrai derrière une telle insistance pour démentir.

Pas la moindre confiance en Galtieri

Nous, révolutionnaires socialistes, nous sommes prêts à lutter con-

tre l'intervention armée anglaise. Mais en même temps, nous appelons le peuple argentin à n'accorder aucune confiance à Galtieri.

Ce n'est pas cette dictature qui va défendre la souveraineté nationale. Seule la lutte des travailleurs et de tout le peuple peut la défendre.

C'est ce qu'ont exprimé les travailleurs qui se sont mobilisés le 30 mars en direction de la place de Mai, à l'appel de la CGT, mobilisation brutalement réprimée par la police. C'est ce qu'ont exprimé de nombreux mots d'ordre dans le rassemblement du 10 avril à la place de Mai : « Malouines, oui, dictature, non ! »

La lutte conséquente pour la défense de la souveraineté nationale exige d'en finir avec la véritable exploitation à laquelle nous sommes soumis. Ce sont les entreprises impérialistes qui volent les produits des travailleurs du pays. Il faut livrer bataille contre elles. L'expropriation des principales pieuvres impérialistes est nécessaire pour commencer à surmonter la crise économique du pays.

« Pas de trêve accordée à la dictature ! Elections libres ! Pleine légalité pour tous les partis politiques ! »

En même temps, nous ne pouvons affronter l'impérialisme anglais en restant les mains liées,

tous nos droits étant réprimés. Le rétablissement immédiat des libertés démocratiques est nécessaire. Que les militaires s'en aillent ! Elections libres ! Pleine légalité pour tous les partis politiques !

C'est ce que veut la majorité de la population. C'est pour cela que nous considérons comme de véritables capitulations la position de la multipartidaire (1) de soutien au gouvernement, et la trêve que lui ont accordée la CGT et la CNT.

Nous, révolutionnaires socialistes, nous pensons qu'il n'y a pas de trêve à accorder à Galtieri. C'est en continuant dans la voie ouverte le 30 mars, celle de la mobilisation indépendante du mouvement ouvrier, que nous serons dans les meilleures conditions pour poursuivre la lutte contre l'impérialisme.

Nous, révolutionnaires socialistes, nous soutenons les positions du PST, qui a été le seul parti politique national à s'être prononcé en toute clarté contre tout soutien à la dictature et qui proclame : « Assez d'un gouvernement élu par personne ! Que les militaires s'en aillent ! Elections immédiates sans interdictions ni conditions d'une Assemblée constituante qui réorganise le pays et prenne les mesures pour nous libérer définitivement de toute sujétion impérialiste ! »

Mais en même temps, nous, les socialistes, nous disons que face à la menace concrète de la flotte anglaise, nous sommes disposés à l'unité d'action la plus large avec toutes les forces qui — même si elles ne partagent pas notre programme — seraient prêtes à mobiliser les travailleurs et le peuple contre la menace d'agression impérialiste.

C'est pour cela que, comme première mesure, nous proposons que la CGT et la CNT-20 s'unissent immédiatement pour organiser de grands rassemblements ouvriers et populaires dans toutes les villes du pays contre l'agression impérialiste, sans apporter pour cela aucun soutien au gouvernement militaire.

Dehors la marine anglaise !

Non au paiement de la dette externe aux pays solidaires de l'Angleterre !

Levée de l'état de siège ! Plein rétablissement des libertés démocratiques dans tout le pays et pas seulement aux Malouines !

Assez de dictature ! Que les militaires partent tout de suite !

Elections libres ! »

(1) Organisme de coordination des principaux partis bourgeois.

Les exilés argentins en France

« La tournure dramatique prise par l'ancienne querelle entre l'Argentine et l'Angleterre sur les îles Malouines risque d'avoir des conséquences tragiques pour les peuples des deux pays.

Face à ces événements et à l'interprétation parfois hâtive qui a été donnée de l'attitude des différents courants d'opinion argentins, les soussignés, exilés et résidents argentins en France, tiennent à dénoncer :

- 1.- L'acte d'agression colonialiste que constitue l'envoi de la flotte britannique dans l'Atlantique Sud ;
- 2.- L'utilisation par le pouvoir militaire d'une juste revendication du peuple argentin — sa souveraineté indiscutable sur l'archipel des Malouines — pour faire oublier la violation permanente des droits de l'homme et le démantèlement économique, politique, culturel et syndical qu'elle poursuit depuis six ans. Le projet de loi qu'élabore actuellement la junte et qui vise à livrer l'exploitation des ressources du sous-sol argentin aux capitaux privés — c'est-à-dire étrangers — démontre, s'il en était besoin, le peu de crédit qu'on doit accorder aux motivations « nationalistes » des militaires argentins.
- 3.- Le soutien qu'apportent à divers titres les superpuissances au régime criminel des généraux argentins.

Dans le cas présent, on prétend donner de ce régime une fausse image « anticolonialiste » qui lui permettra de continuer à exporter l'oppression en Amérique centrale, comme il l'a fait jusqu'à présent dans les autres pays du Cône sud de l'Amérique latine.

Seul un gouvernement démocratiquement élu pourra légitimement concrétiser les aspirations nationales du peuple argentin. »

Julio Cortazar, Miguel Angel Estrella, Juan Cedron, Cesar Strosio, Miguel Praino, Raúl Laguzzi, Jorge Beinstein, Osvaldo Soriano, Hersch Gerschenfeld, Giacomo Camarda, Rodolfo Matarolo, Mercedes Depino, Carlos Alberto Ferraro, Agustin Colombo, Elsa Laguzzi, Leopoldo Bleger, Marta Madero, Marta Alicia Swatetz, Carlos Gabeita, Nestor Gabetta, Alberto Rodriguez, Eduardo Gonzalez, Gerardo Barrero, Norma Sanchez, Ricardo Missaglia, Ariel Umpierrez, Carlos Perez, Carlos Russo, Delia Russo, Celia Vasquez de Lutzsky, Angel Tello, Daniel Lutzky, Estrella Iglesias, Roberto Arrigo, Carlos Perez Gressia, Dora Weis, Gustavo Rollandi, Monica Chonchol, Jorge Maria Polo Devoto, Dora Jassic-Gerschenfeld.

Le Monde,
21 avril 1982



Buenos Aires, le 18 mars 1982 : comme chaque jeudi, les « folles de la place de Mai » manifestent pour la réapparition en vie des disparus.

En défense de la révolution centro-américaine

Déclaration du Secrétariat international provisoire de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

(suite de la page 1)

quement liée au processus de la révolution mondiale, la lutte des masses du Salvador et du Guatemala reçoit comme en écho la levée des travailleurs d'Amérique latine contre les dictatures militaires en crise du Brésil, d'Argentine et de Bolivie, dans le moment même où la révolution polonaise est toujours vivante à travers la résistance du peuple polonais contre la junte de Jaruzelski et fait vaciller tout l'ordre contre-révolutionnaire établi à Potsdam et à Yalta.

Pour l'impérialisme US, les élections du 28 mars au Salvador et celles du 7 mars au Guatemala devaient être une préparation, s'intégrant comme une pièce maîtresse au plan qui vise à infliger une défaite (écrasement) aux masses du Salvador.

C'est une nécessité vitale, cela devient un test mondial de sa capacité à redonner une cohérence à sa politique. Il lui faut surmonter les conséquences des développements révolutionnaires qui dominent la situation à l'échelle du monde, et porter des coups réels au mouvement ascendant du prolétariat mondial. Voilà ce qui se joue aujourd'hui au Salvador et en Amérique centrale.

L'échec des « élections »

Cependant, loin d'homogénéiser et de stabiliser ces régimes, les deux événements ont conduit à l'accélération du processus de décomposition des deux dictatures, comme

produit des crises des régimes en place et de l'action révolutionnaire des masses.

Au Guatemala, l'échec des élections du 7 mars, malgré tout le dispositif policier et militaire (l'abstention imposée, la manipulation évidente) a déclenché une crise politique extrêmement profonde, confirmant et amplifiant l'isolement de la dictature, et engendrant un processus de dislocation des forces réactionnaires qui avaient participé aux « élections ».

Une fraction de l'armée a réalisé un nouveau coup d'Etat militaire, annulant le résultat des « élections » et suspendant les partis politiques, afin de tenter de contenir le processus de désagrégation du régime. L'impérialisme US, qui à la veille du coup d'Etat a envoyé une lettre de félicitations au général Guevara, « vainqueur » des « élections », vient de reconnaître le nouveau gouvernement militaire. Le caractère formel de toutes les opérations électorales et le pourrissement des structures politiques des dictatures en Amérique centrale est ainsi mis à nu. Il s'agit d'un échec retentissant pour l'administration Reagan qui attendait la réalisation de ces élections pour légitimer une reprise massive de l'aide militaire et préparer ainsi l'opération électorale montée par ses soins au Salvador.

Alors que la crise économique frappe de plein fouet l'économie guatémaltèque, étroitement soumise à l'impérialisme US, et disloque les différents plans de la bourgeoisie compradore qui, depuis des

décennies, a transmis sa puissance politique à un état-major corrompu, divisé lui-même en une multitude de clans liés à des oppositions économiques diverses gagnées par l'assassinat, le chantage et la corruption ;

alors que s'appuyant sur la haine des masses pour le régime le plus sanglant de toute l'Amérique centrale (50 000 morts depuis le renversement du régime de Arbenz, sous l'égide de la CIA en 1954, c'est-à-dire 1 % de la population), les opérations des organisations de la guérilla (qui viennent de s'unifier dans l'URNG) atteignent un niveau de masse considérable ;

l'hétérogénéité des forces qui tentent de s'unifier autour des dirigeants de la junte militaire (le parti fasciste MLN et la coalition démocrate-chrétienne particulièrement) accumule les contradictions qui ne peuvent conduire qu'à de nouveaux éclatements. De bastion contre-révolutionnaire de l'impérialisme US, l'offensive des masses en Amérique centrale transforme le Guatemala en un foyer de la dislocation de la mainmise de l'impérialisme US.

Au Salvador

Au Salvador, une opération formelle de même nature vient de se dérouler. L'administration Reagan vient d'exiger que toutes les forces de droite et d'extrême-droite qui ont participé à la farce électorale renoncent à toute dénonciation de fraude électorale.

Quatre jours après les « élections », le nombre officiel de

votants dépasse de 100 000 le chiffre officiel du recensement de ceux qui devaient voter selon la junte. 110 % du corps électoral aurait ainsi participé à ces « élections ».

Ces « élections » se sont réalisées alors que toutes les garanties individuelles sont suspendues et que chaque jour les assassinats en masse de paysans et travailleurs des villes par les corps de sécurité allongent la liste des 30 000 morts en deux ans (soit 1 % de la population), alors que la moitié du pays est plongée dans la guerre civile et que toutes les organisations ouvrières et démocratiques sont illégales.

Il convient de lire les résultats officiels dans le sens suivant : la panique de l'oligarchie terrienne et industrielle et sa clientèle de serviteurs, celle du corps des officiers et de la haute hiérarchie militaire sont telles face à la montée du mouvement des masses que, par la voie des résultats officiels, c'est-à-dire du contrôle du trucage électorale, ce sont les hommes de l'extrême-droite qui furent au service du général Humberto Romero renversé en septembre 1979 par la junte militaire qui sont « majoritaires ».

Ces « élections », qui selon les projets de l'administration Reagan devaient légitimer la junte dirigée par Napoleon Duarte née du coup d'Etat militaire de 1979, mettent au centre de l'actualité des forces dont l'étoile est le major d'Aubuisson, déclaré persona non grata aux Etats-Unis et dont l'ex-ambassadeur nord-américain au Salvador, Robert White, a dit qu'il était un « assassin pathologique ».

Ce recours à l'extrême-droite comme axe du gouvernement d'union nationale représente pour l'administration de Reagan, qui avait misé sur la victoire totale de la démocratie chrétienne, de nouvelles difficultés politiques. Certes, le gouvernement Reagan est prêt à apporter son soutien au major d'Aubuisson, mais pour l'impérialisme la débâcle du Vietnam reste présente.

En effet, en dépit de l'effort fait par la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie chinoise et le PC vietnamien à la Conférence de Paris pour chercher une solution dans la partition du Vietnam, l'effondrement de la bourgeoisie compradore, sans aucune assise sociale au Vietnam du Sud, a entraîné l'effondrement de la solution concoctée à la Conférence de Paris. Sous bien des aspects, le développement de la lutte anti-impérialiste en Amérique centrale prend ce cours.

Une tâche internationaliste urgente

La IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) déclare : l'impérialisme américain, au compte de toute la réaction mondiale, au compte de toutes les forces intéressées au maintien de l'ordre impérialiste à l'échelle mondiale, n'a qu'un seul but : écraser les masses salvadoriennes, défaire la révolution nicaraguayenne sur laquelle ces dernières s'appuient, éteindre un feu qui, dans les caves mêmes de sa propre forteresse menace d'embraser sa domination.

Par l'augmentation systématique de l'aide militaire et la préparation de l'intervention militaire directe (aujourd'hui une force militaire inter-américaine d'intervention est en marche), par la pression diplomatique visant à conduire les responsables de la guérilla s'appuyant sur les masses en lutte à céder, cela en s'appuyant sur la contre-révolution stalinienne qui cherche en Pologne à écraser la révolution prolétarienne et à réaménager les conditions de la coexistence pacifique.

Ce qui est mis en cause, c'est le sort de millions de travailleurs, de paysans, de jeunes qui, comme pointe avancée des masses du monde entier, mènent la lutte pour secouer le joug de la barbarie impérialiste.

La IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) qui a soutenu inconditionnellement la lutte de tous ceux qui, au Guatemala et au Salvador, ont combattu pour le boycott de la farce électorale, dit : il n'y a pas d'autre voie pour défendre les travailleurs d'Amérique centrale que la rupture avec l'impérialisme, la lutte pour dresser l'unité solidaire des ouvriers du monde entier.

Elle s'engage à mener la lutte la plus résolue pour la défense de la révolution nicaraguayenne que l'impérialisme US cherche à déstabiliser pour l'écraser ensuite, pour la défense des masses du Salvador et du Guatemala. C'est une tâche internationaliste urgente, immédiate.

**Solidarité internationale
avec la révolution
centro-américaine !**

**Solidarité internationale
avec les masses du Salvador
et du Guatemala !**

**Non à l'intervention impérialiste
au Nicaragua !**

Par milliers et par milliers, travailleurs et jeunes des USA ont manifesté le samedi 27 mars pour que cesse l'aide militaire au Salvador, pour que cessent les menaces sur la révolution nicaraguayenne, contre l'intervention impérialiste. D'ores et déjà, un niveau égal à la lutte contre l'intervention US au Vietnam est atteint. Les travailleurs et jeunes des USA indiquent la voie.

A Amsterdam, en Angleterre, par milliers, travailleurs et jeunes ont manifesté contre l'ambassade américaine. En Amérique latine, dans le monde entier, les sections de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) seront au premier rang pour la lutte unitaire qui doit dresser la force du prolétariat mondial comme protection pour les travailleurs d'Amérique centrale.

**Contre l'impérialisme,
soutien inconditionnel
au FMLN et au FSLN !**

**Pour la rupture
de toutes les relations diplomatiques
avec les juntes assassines !**

**Pour le boycott
des juntes contre-révolutionnaires
du Guatemala et du Salvador !**

**Pour les Etats-Unis socialistes
d'Amérique centrale !**



Le camp d'entraînement des officiers de l'armée de la dictature salvadorienne à Fort Benning aux Etats-Unis.

SALVADOR

Après les élections, une crise majeure

Plus de quinze jours des « élections » du 26 mars, l'Assemblée dite « constituante » se réunissait le 16 avril au Salvador, sans qu'aucun accord n'ait pu se conclure entre la coalition des cinq partis d'extrême-droite qui disposent de 36 sièges et de la démocratie chrétienne de Napoleon Duarte, président de la junte assassine du Salvador, qui dispose de 24 sièges.

Les observateurs bourgeois s'inquiètent de « voir peu à peu se dilapider » ce qu'ils appellent la victoire qu'ont représentée les élections du 28 mars.

Et pourtant, la confusion politique continue et s'accroît. Depuis 20 jours, malgré les pressions de l'impérialisme US, le major d'Aubuisson, leader de l'extrême-droite, pour qui le Département d'Etat américain a levé le vendredi 2 avril l'interdiction d'entrer aux USA (1), refuse de donner à la démocratie chrétienne la place qu'elle exige pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Elu président de la prétendue « Assemblée constituante », il a fait monopoliser par les députés d'extrême-droite la direction de toutes les commissions.

La démocratie chrétienne dénonce l'« intransigeance des partis de droite qui refusent un accord équitable » et ne lui ont offert que « deux postes ministériels ». Par la voix de son secrétaire général, Julio Rey Prendes, elle exige une participation proportionnelle aux voix et aux sièges obtenus le 28 mars. Sinon, elle n'« hésiterait pas à passer à une opposition constructive ». Loin d'unifier les groupes politiques de l'oligarchie salvadorienne, les élections ont accru leurs divergences.

Cependant, l'armée accentue sa pression pour aboutir à un accord. « Ainsi, lors d'une réunion avec les dirigeants de tous les partis politiques, le haut commandement militaire les a invités à se mettre d'accord "le plus rapidement possible" sur la formation d'un gouvernement, a-t-on appris de bonne source (...) ».

L'armée a fait savoir qu'elle était « préoccupée » par l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations et qu'il était « urgent » d'apporter des solutions concrètes aux difficultés que connaît la nation, a déclaré en privé un officier supérieur. Elle a également demandé aux six formations qui ont participé aux élections du 28 mars dernier de poursuivre les réformes engagées par la junte, telles qu'elles ont été approuvées dans la proclamation des forces armées du 15 octobre 1979.

L'armée est consciente que la formation du gouvernement est suivie avec une grande attention à Washington et que la poursuite de l'aide militaire et économique américaine pourrait faire l'objet d'une révision si la démocratie chrétienne n'est pas représentée au gouvernement, a ajouté cet officier. » (AFP).

Pour l'heure, l'accord s'est réalisé sur un point. C'est celui qu'ont exprimé chacun de leur côté d'Aubuisson et l'archevêque de San Salvador, Arturo Ribera. L'un et l'autre demandent à la guérilla de « déposer les armes ». Alors que le 20 avril, on dénonçait le nouveau massacre de 50 paysans (enfants et vieillards) par l'armée salvadorienne.

Le major d'Aubuisson menace, en cas de refus, les organisations de guérilla du napalm, et Mgr Ribera se confond en éloges sur le processus électoral pour peser et faire céder les dirigeants guérilleros.



San Salvador, le 19 avril : ouverture de la première session de l'Assemblée issue des « élections » du 28 mars.

De toutes parts, les pressions s'exercent, alors que l'un des représentants du FDR, Guillermo Ungo, approuvant le plan de paix proposé par le gouvernement de Mexico en janvier et incluant pour le Salvador un pacte constitutionnel entre la junte assassine et le FDR, déclare : « Nous ne pensons pas à un assaut pour le pouvoir, mais nous essayons de proposer un gouvernement d'ample participation qui ne serait

pas seulement constitué du seul FDR-FMLN », et que Majano (2) explique que dans toute négociation l'« intégrité de l'armée doit être préservée ».

Les dépêches de presse indiquent en même temps que l'activité de la guérilla ne se ralentit pas : elle exprime la profondeur du mouvement qui porte les masses salvadoriennes à lutter pour chasser la junte

assassine et toute l'oligarchie dominante.

(1) Interdiction qui lui avait été notifiée à la suite de son implication dans de nombreux assassinats.
(2) Le colonel Majano était membre de la junte. En 1980, il a rompu avec elle et est passé à l'opposition.

Jean Robles

GUATEMALA

Les militaires au pouvoir poursuivent les assassinats

SUSPENSION de la Constitution, suspension du Parlement et des activités de tous les partis politiques, telles ont été les premières décisions qui ont suivi l'annulation des « élections » par la junte militaire qui, le 23 mars, réalisait le coup d'Etat contre la camarilla du dictateur, le général Romeo Lucas, qui avait projeté de prolonger son exercice du pouvoir grâce à l'organisation de la « victoire » électorale de son candidat, le général Anibal Guevara.

Puis, tout en nommant un nouveau gouvernement dans lequel on retrouvait deux anciens ministres du dictateur récemment destitué, le responsable de la junte actuelle, le général Rio Montt, après avoir consulté ses « frères » de l'Eglise protestante de la Bible intégrale, dont il est un membre fervent, donnait en fait tout le pouvoir à l'armée. Comme le remarquait le correspondant du Monde : « Ce n'est pas une nouveauté au Guatemala depuis un bon quart de siècle. »

Ont été écartés du gouvernement, où l'on note la présence de civils représentant l'oligarchie locale, les membres tant du parti fasciste de Mario Sandoval Alarcon que de la

coalition démocrate-chrétienne, lesquels, conjointement, avaient dénoncé et manifesté contre la fraude électorale du 8 mars.

Il s'agit, au-dessus des camarillas en lutte, de tenter de présenter un gouvernement qui puisse arrêter le

processus de dislocation des forces politiques de l'oligarchie affolées par la montée révolutionnaire des masses au Guatemala et en Amérique centrale. L'opération de légitimation par le montage d'élections ayant échoué, il s'agit aussi de tenter de présenter un visage convenable qui facilite la reprise de l'aide.

Le cardinal du Guatemala, en apportant son soutien total à la junte militaire et à son gouvernement, les USA qui viennent de le reconnaître, tentent de conforter cette solution.

Une dizaine de fonctionnaires de l'ancienne camarilla militaire au

pouvoir sont poursuivis pour corruption, mais Anibal Guevara, copropriétaire avec ses collègues de l'ancienne équipe au pouvoir de la « Frange transversale du Nord » (Franja Transversal del Norte), le plus grand condominium agraire du pays, gère tranquillement ses affaires gagnées à la pointe des baïonnettes par l'extorsion de fonds, le chantage, l'assassinat et la déportation en masse de paysans.

Et ainsi que le rapporte le correspondant du Monde des 4 et 5 avril, « assassinats de paysans par des inconnus, enlèvements, disparitions, règlements de comptes, victimes retrouvées mutilées portant des traces de tortures, certaines les mains attachées derrière le dos, la violence rampante, synonyme de peur délibérée, a également repris... »

Pas plus au Guatemala qu'au Salvador, les « élections » n'ont réglé quoi que ce soit. Il n'y a aucune « pacification », la répression n'a pu juguler le mouvement des masses, et les activités des mouvements de guérilla, appuyés sur la mobilisation des travailleurs des villes et des campagnes, se poursuivent.



Le coup d'Etat du 23 mars au Guatemala.

J.R.

« Au peuple héroïque du Nicaragua et au monde »

Nous publions pour information des extraits d'une déclaration de la direction nationale du FSLN, communiquée par l'ambassade du Nicaragua en France.

La profonde et vaste conspiration du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le Nicaragua s'est encore approfondie ces derniers mois afin de préparer les conditions nécessaires pour aggraver militairement notre patrie.

La dernière carte abattue par l'actuelle administration nord-américaine s'exprime à travers les déclarations d'Eden Pastora Gomez (1), qui a répété les arguments et les attaques déjà lancées par le président Reagan, le secrétaire d'Etat Alexander Haig, l'ambassadrice Kirkpatrick et d'autres fonctionnaires dudit gouvernement.

Entre temps, notre territoire a été attaqué par les bandes contre-révolutionnaires somozistes dès le triomphe de notre révolution ; des dizaines de travailleurs, d'instituteurs, de jeunes, de miliciens et de soldats ont été victimes de brutales tortures puis assassinés par ces bandes.

Le plastiquage des ponts, les bombes placées dans des avions civils et des aéroports, les attaques navales et aériennes contre des bateaux de pêche nicaraguayens, les avions espions nord-américains qui survolent notre territoire national, les bateaux de guerre des Etats-Unis qui violent ouvertement nos eaux territoriales et guettent au large de nos côtes, les milliers de gardes somozistes qui se concentrent dans des campements militaires hors de notre territoire et qui sont soutenus par la fourniture d'armes, de munitions, de victuailles et le paiement des soldes à partir des Etats-Unis par la CIA, les agressions économiques et financières qui imposent à notre peuple de plus grandes restrictions, ont pour objectif de mener à sa plus forte expression un climat de

déstabilisation visant à préparer les conditions pour une guerre d'agression contre le Nicaragua.

Le même peuple de Sandino qui a participé jour après jour à la bataille pour la reconstruction et à la défense de la patrie voit avec indignation que quelqu'un comme Pastora, qui s'est battu contre la dictature en rejoignant le Front sandiniste lorsque celui-ci l'invita à revenir dans ses rangs, devient aujourd'hui, par une attitude qui se qualifie d'elle-même, l'instrument aveugle de ceux qui haïssent ce pouvoir populaire. Les déclarations faites le 15 avril 1982 à San José du Costa Rica par Eden Pastora Gomez viennent s'ajouter comme un élément de plus aux plans d'agression, de déstabilisation et de menace approuvés contre notre révolution par l'actuel gouvernement nord-américain (...).

Dans la longue lutte contre la dictature somoziste, ces actes de désertion ont été le propre de ceux qui, au fond, s'identifiaient aux intérêts de classe des exploités ; et quand notre peuple multipliait sa vigueur combative, aux dernières années de la dictature somoziste, quelques hésitants ont soutenu la lutte dirigée par le Front sandiniste. Cela explique que lors de la consolidation et l'approfondissement de notre processus révolutionnaire, dans la mesure où nous confisquions les biens des somozistes et des complices du somozisme, dans la mesure où nous nationalisions la banque et les exportations, dans la mesure où nous faisons payer des impôts aux riches, dans la mesure où nous ôtions la terre aux latifundistes pour la remettre aux paysans, dans la mesure où nous remettons, avec des titres de propriété, les terrains occupés clandestinement aux pau-

vres qui y vivaient déjà, dans la mesure où nous poursuivions les spéculateurs, dans la mesure où nous menions en prison les bourreaux de notre peuple et les voleurs, dans la mesure où nous apprenions à lire au peuple et lui donnions la santé et l'accès à l'éducation, dans la mesure enfin où nous étions conséquents avec les principes du Front sandiniste de libération nationale qui exigeaient de faire une révolution des humbles, des pauvres, des exploités, dans cette même mesure les hésitants et les traîtres se sont peu à peu éloignés de notre processus révolutionnaire.

Aujourd'hui, un déserteur de plus vient s'ajouter à la contre-révolution : Eden Pastora Gomez, comme une preuve certaine qu'il s'agit ici d'une véritable révolution et qu'il n'y a guère de place dans les rangs du sandinisme pour ceux qui voudraient médiatiser notre processus, qui voudraient le livrer à l'impérialisme, qui défendent ceux qui ont encouru la confiscation ; et Pastora a cessé d'être un sandiniste dès l'instant même où il a commencé à penser comme les exploités et comme l'impérialisme, devenant ainsi un symbole de ces courants de droite, antipopulaires, vendus au maître impérialiste.

Lorsque l'ex-sandiniste Pastora annonça sa décision de quitter le pays pour se joindre à la lutte du peuple guatémaltèque, il était déjà guetté, soumis à des avances et à des pressions de la part de l'ennemi impérialiste qui s'efforçait d'avoir un pion à lui dans les rangs du sandinisme. Mais la direction nationale se força à croire aux expressions de Pastora dans la lettre qu'il adressa au commandant Humberto Ortega.

Pendant tout ce temps, cette crédibilité et cette foi lui furent maintenues malgré les informations de plus en plus inquiétantes qui nous

parvenaient sur le type de personnes, aux qualités morales douteuses, et sur les forces, ennemies des intérêts du peuple du Nicaragua et de sa révolution, dont il commençait à s'entourer de plus en plus étroitement.

De grands efforts furent faits, lors des occasions que nous avons eues de communiquer avec lui, pour le dissuader d'adopter des attitudes comme celle qu'il vient de prendre et pour éviter qu'il tombât dans les griffes de l'ennemi et qu'il servît aux manœuvres obscures et néfastes qui conspirent contre notre patrie. Nous devons reconnaître que nos efforts ont échoué. Devant l'évidence, nous ne pouvons que constater qu'un homme, jadis reconnu par notre peuple pour sa participation dans la lutte, est à présent devenu, par son manque de solidarité révolutionnaire et de fermeté dans ses convictions, un pauvre instrument de répétition des calomnies, des mensonges et des poncifs les plus grossiers contre le Nicaragua et sa révolution (...).

Ils viennent d'affirmer à Washington qu'ils seront désormais plus prudents dans leurs négociations avec la junte de gouvernement du Nicaragua après les dures accusations lancées contre la direction sandiniste par Eden Pastora, et ajoutent que ces dénonciations viennent renforcer la crédibilité des griefs déjà portés par le gouvernement nord-américain contre les dirigeants du Nicaragua, cela pouvant limiter sérieusement la portée des engagements que Washington comptait prendre vis-à-vis du régime sandiniste.

Les porte-parole ajoutent que « maintenant l'administration du président Reagan a une position indubitablement plus forte dans la négociation non seulement vis-à-vis du Nicaragua, mais aussi, ce qui est encore plus important, vis-à-vis du Congrès des Etats-Unis car

— poursuivent les porte-parole de Washington — nous ne sommes plus les seuls à parler, et Pastora lui-même répète ce que nous soutenons depuis longtemps : que le Nicaragua est en train de devenir un pion de Cuba et de l'Union soviétique, que le Nicaragua réprime la liberté et foule aux pieds les droits de l'homme ainsi que, à présent, l'initiative privée (...).

Nous jurons de ne pas changer notre hymne, de rester solidaires avec les peuples opprimés en lutte, de continuer à exercer notre droit souverain, de nous armer pour nous défendre, de ne pas rendre les biens confisqués, de ne pas rendre aux latifundistes les terres récupérées pour nos paysans qui les travaillent aujourd'hui, de ne pas interrompre le châtement des contre-révolutionnaires et de leurs complices, de ne jamais rendre les banques à leurs anciens propriétaires, de continuer d'animer les plans d'éducation, de santé et de logement pour le peuple travailleur ; nous jurons que cette révolution populaire sandiniste, celle des ouvriers, des paysans, des travailleurs, des pauvres, ne sera jamais trahie, et que ceux qui nous menacent et nous agressent ne passeront pas (...).

Notre peuple, dont la sereine et responsable confiance dans la direction nationale en tant que force directrice de la révolution populaire sandiniste s'est vue si souvent démentie, doit être conscient que celle-ci n'est aucunement la passe la plus difficile parmi celles que nous avons déjà traversées ou qui nous resteront encore à surmonter. La liberté ne se gagne pas avec des fleurs, et le chemin qui mène au bonheur de notre peuple est encore pavé de sacrifices, de douleur, de dangers. Mais nous avançons, jour après jour, d'un pas sûr parce que nous marchons avec l'histoire, la vérité et la justice, et nous irons de l'avant avec fermeté et décision même parmi les dangers, même devant l'ennemi aux abois, jusqu'à cette issue qu'apercevait déjà notre général Sandino : celle de la construction d'une société sans exploités ni exploités. Et dans la lutte difficile pour la construction de cette société, « les hésitants, les timides, de par la tournure que prend la lutte, nous lâchent ; seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout, seule leur force organisée gagnera la victoire ». Ainsi parla notre général Sandino, père de la révolution populaire et anti-impérialiste, au mois de mars 1928.

Nous luttons pour vaincre...
Ils ne passeront pas !

La patrie libre ou la mort ! »

Direction nationale
du Front sandiniste
de libération nationale

Tomás Borge
Victor Tirado
Daniel Ortega
Humberto Ortega
Henry Ruiz
Jaime Wheelock
Bayardo Arce
Carlos Nunez
Luis Carrion

Managua, le 16 avril 1982,
Année de l'unité devant l'agression



Managua, 19 juillet 1980 : les fêtes de l'an I de la révolution.

(1) Eden Pastora Gomez était membre de la direction du FSLN et l'un des commandants de la lutte contre Somoza.

BRESIL : LULA CANDIDAT AU POSTE DE GOUVERNEUR DE SAO PAULO

La Charte électorale du Parti des travailleurs

Le 16 avril, le tribunal militaire qui jugeait le président du Parti des travailleurs (PT), Luis Ignacio da Silva, connu sous le nom de « Lula », et d'autres dirigeants syndicaux, se déclarait « incompétent » ! Lula et ses camarades étaient accusés par la dictature d'« attentat à la sécurité nationale » pour avoir dirigé la grève de la région industrielle de Sao Paulo, appelée « ABC ». La dictature exigeait l'application de la loi de sécurité nationale et l'éventuelle condamnation de Lula rendait impossible sa candidature aux élections de novembre.

Prenant clairement en charge les exigences de la classe ouvrière, le PT avait décidé de lancer la candidature de son président, défiant ainsi la volonté répressive du régime militaire. En même temps, le PT lançait une campagne pour l'acquiescement de Lula et de ses camarades.

Les militants prenaient en charge cette campagne par des pétitions, des prises de position. Des milliers de travailleurs, d'organisations syndicales, des personnalités et diverses organisations prenaient position contre la condamnation de Lula.

A l'échelle internationale, de nombreuses organisations envoyaient des télégrammes dans le même but. En France, la Fédération de l'Education nationale, le Parti socialiste, le Parti communiste français, la Confédération générale du travail (CGT), l'Union nationale des étudiants de France (UNEF indépendante et démocratique), le Comité France-Brésil, la CGT-Force ouvrière, la CFDT, Amnesty International, le Parti communiste internationaliste (PCI) et le Comité international contre la répression, entre autres, condamnaient la prétention de la dictature d'incarcérer les syndicalistes brésiliens.

La décision du tribunal militaire implique la non-application de la loi de sécurité nationale pour les militants inculpés. Lula peut alors être légalement candidat au poste de gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, comme l'avait décidé à l'unanimité la convention du PT de cette ville. Cette importante victoire, produit du combat du PT et de ses militants, vient renforcer la construction du PT comme parti ouvrier indépendant et permettre aux élections de novembre un vote massif contre la dictature militaire.

Près de 30 000 personnes ont participé le 21 avril au lancement de la candidature de Lula au poste de gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, qui s'est tenu dans la zone sud de la ville de Sao Paulo, avec des spectacles musicaux, des jeux et des réunions. Trois cents cars de location étaient venus de différents points de l'Etat.

LES élections de 1982 se tiendront dans une conjoncture caractérisée par une crise politique aiguë, la croissance de mouvements populaires et par les effets de la crise économique, qui se traduit par une récession industrielle, le chômage et l'augmentation accélérée des prix. Il s'agit surtout d'une conjoncture marquée par la conscience que les travailleurs acquièrent de leurs larges et nouvelles responsabilités en tant que force politique indépendante et organisée, et du droit qu'ils possèdent, comme citoyens et créateurs de la richesse nationale, de participer au débat sur les problèmes et à la définition du sort de notre peuple et de notre pays (...).

De telles contradictions expliquent leur attachement aux expédients antidémocratiques et la recherche, dans les milieux gouvernementaux, de nouvelles restrictions à la participation populaire. Elles expliquent les pressions renforcées de secteurs du régime, par exemple l'épisode de Rio Centro, la récente condamnation des dirigeants syndicaux de l'ABC, les procès basés sur la loi de Sécurité nationale ayant pour cible principalement des dirigeants et des militants du PT, ainsi que les menaces de report des élections de 1982. Elles expliquent aussi le « train de mesures de novembre », avec les nouvelles difficultés qu'il a apportées à la structuration des partis et les nouvelles limites qu'il impose à l'exercice du vote. Malgré tout, le gouvernement manque d'assurance face au défi électoral, pour lequel il prépare de nouveaux obstacles.

Différents objectifs et confrontation dans le processus électoral

L'importance des intérêts en jeu explique l'accroissement des contradictions entre les groupes domi-



Meeting contre la condamnation des syndicalistes de l'« ABC ».

nants, ainsi que les difficultés pour manœuvrer qu'ils rencontrent sur le terrain institutionnel.

Et, bien que les caractéristiques générales du cadre conjoncturel ne concourent pas à créer les conditions qui permettent de supprimer ou d'ajourner les élections, il est nécessaire de comprendre que cette alternative n'est pas complètement écartée des pensées officielles. La perspective d'une défaite électorale du parti du gouvernement, malgré les obstacles qui viendraient à être dressés, transforme les élections en un important élément de tension, car il est difficile de croire que le régime est disposé à perdre sa majorité au Congrès, et éventuellement dans le collège électoral qui désignera le successeur de Figueiredo.

La lutte pour qu'elles se tiennent est donc d'une importance fondamentale pour le PT, afin de fournir aux travailleurs une occasion d'exprimer massivement leur jugement politique du régime et des différents partis, en augmentant leur organisation et leur conscience politique. Mais il reste évident que toutes les forces politiques ont des intérêts déterminés à la tenue des élections, même si ce sont des intérêts différenciés et, y compris, antagoniques entre eux (...).

Pour avoir une idée de ce que cela représente, il suffit de dire que le lancement de Franco Montoro, le candidat du PMDB (opposition bourgeoise où intervient le PCB) dans le même endroit, n'a pas compté plus de 400 personnes !

Cette manifestation, cinq jours après la sentence du tribunal militaire, a montré la puissance de la candidature de Lula comme un instrument des masses contre la dictature militaire.

Peu de jours avant le procès militaire, le PT tenait une pré-convention nationale (véritable congrès du PT étant donné la loi qui légalise les partis). Cette convention devait déterminer la politique électorale du PT, sa plate-forme et l'axe de son action pour les élections de novembre. L'enjeu était la question qui est au centre de la volonté de millions de travailleurs brésiliens : comment utiliser la campagne électorale et les élections pour avancer dans la voie d'en finir avec la dictature militaire ?

La proposition de la direction nationale du PT soumise à la discussion de la convention donnait une claire réponse à cette question : le PT présentera ses propres candidats à tous les niveaux et l'axe de sa campagne électorale sera d'en finir avec la dictature militaire. La plate-forme électorale adoptée se partage en douze points, le premier d'entre eux affirme : « Sans liberté, la vie ne va pas changer, pour en finir avec la dictature militaire » ; dans un autre de ses points, elle assume la défense des travailleurs polonais et des peuples d'Amérique centrale et conclut en affirmant : « Seul le socialisme résoudra définitivement nos problèmes. »

Bien que cette plate-forme ne soit pas celle initialement proposée par la direction du PT, elle correspond, en ce qui concerne la question centrale, aux positions contenues dans le projet présenté par celle-ci. En ce qui concerne la politique électorale définie, le document adopté, et dont les principaux extraits sont reproduits dans ce numéro de notre revue, répond positivement à l'attente des militants du PT.

Signalons que plusieurs motions ont été adoptées, parmi lesquelles l'exigence de libération immédiate de Walesa, Baluka, Kuron, Walentynowicz et de tous les prisonniers en Pologne, la solidarité avec le peuple du Salvador et la défense des syndicalistes de l'ABC, en appelant à la mobilisation contre leur condamnation.

L.F.

pouvoir politique en place. Tout au plus, elles pourront altérer partiellement le contrôle actuel de la structure du gouvernement au niveau municipal et des Etats, sans être mêlées aux centres décisifs de pouvoir (bureaucratie, forces armées et le capital). (...)

La participation du PT aux élections ne doit pas nous amener à confondre la conquête de postes exécutifs dans les Etats et les municipalités avec la conquête du pouvoir. Mais elles doivent servir comme un levier dans l'organisation et la mobilisation des travailleurs dans la perspective de la construction du pouvoir populaire. C'est une étape d'apprentissage, d'accumulation de forces, de propagande autour d'un programme de transformations, de conquête d'un terrain plus large pour le renforcement de l'organisation politique des travailleurs, de plus grand appui pour les luttes sociales.

Les élections et les objectifs de notre parti

Le PT va aux élections avec plusieurs objectifs de base :

- 1.- Proposer le programme du PT aux travailleurs, en utilisant la campagne électorale pour donner une continuité aux luttes sociales et pour augmenter l'organisation et la conscience politique du peuple, tâches qui serviront à élargir la consolidation du PT.
- 2.- Se constituer en tant que parti qui regroupe les travailleurs dans une proposition qui représente, dans la lutte contre la dictature, les intérêts et les revendications du mouvement ouvrier et populaire. En outre, elle vise à renforcer une alternative politique qui se différencie de l'opposition

bourgeoise libérale, posant la question du pouvoir politique du point de vue des travailleurs.

- 3.- Participer à la campagne électorale aux côtés d'organisations ouvrières et populaires (syndicats, UNE, associations de quartiers, etc.) et, pour cela, prendre en charge toutes les revendications aujourd'hui posées par les masses en lutte.
- 4.- Imposer une défaite électorale à la dictature et aux forces qui soutiennent la dictature directement ou indirectement. Dénoncer durant la campagne les règles électorales de la dictature, comme par exemple la série de mesures du gouvernement (...).

Il est de l'intérêt du PT de défaire le parti du gouvernement et de dénoncer, durant la campagne, le caractère de l'« ouverture », les règles électorales imposées et l'inexistence de pouvoir réel aux mains du pouvoir législatif. En même temps, le PT profitera des élections pour démontrer que seule est effectivement d'opposition la politique qui exprime les intérêts des travailleurs, autour desquels doivent s'unir tous les secteurs qui luttent pour en finir avec la dictature. (...)

Axe de la tactique électorale du PT

La tactique électorale du PT a pour axe de base la question d'ouvrir aux travailleurs, dans ces élections, la possibilité de participer sur leur propre terrain, en assurant leur indépendance par des ressources qui soient les leurs, des candidats qui soient les leurs, et des plates-formes qui soient les leurs. C'est une particularisation de la tactique générale du parti et elle doit, pour cela, correspondre entièrement aux buts généraux de la tactique d'accumulation des forces par le renforcement des luttes sociales. Les élections représentent donc seulement un épisode, un moment défini de notre activité politique permanente, en vue de l'objectif final qui est de construire une société socialiste, sans exploités ni exploités. Notre participation dans le processus électoral ne doit donc pas servir à détourner le parti de ses objectifs programmatiques.

De cet axe de base naissent les définitions centrales de notre parti face au processus électoral qui approche. La première d'entre elles est le choix de présenter des candidats du PT à tous les niveaux. Sur cette ligne, la rencontre nationale du 6 septembre 1981 a déjà établi : « Le PT présentera en 1982 des candidats à tous les niveaux, à toutes les charges législatives et exécutives, en participant sous son propre drapeau et en préservant son indépendance politique. »

Ainsi, le PT ne fera pas de coalitions. Non pas pour une question de principe, mais pour une question de tactique. Faire ou non des coalitions dépend du moment politique, du programme proposé et des partis qui sont intéressés à y participer. Le PT prend aussi position contre le train de mesures électorales du gouvernement et autres mesures antidémocratiques imposées, en rejetant toute intégration ou fusion avec tout parti.

Le PT descendra dans les rues pour vaincre, en se méfiant de tout sondage hâtif et en expliquant largement à l'électorat que le seul vote utile est celui qui va à des candidats réellement engagés aux côtés des travailleurs (...).

POLOGNE

Le pouvoir dans l'impasse

Chaque jour, depuis le 13 décembre, les tribunaux d'exception du général Jaruzelski condamnent des militants pour avoir « organisé ou dirigé des grèves », pour avoir « édité ou colporté des tracts illégaux, conduit des actions de protestation ou s'être livrés à des attaques physiques contre les fonctionnaires de la MO ».

Ce déchaînement de la répression répond à l'intensité de la résistance de tout un peuple. Qu'elle ne suffise pas à en avoir raison, il suffit pour s'en convaincre de lire le document dont nous reproduisons dans ce numéro de *Tribune internationale - La Vérité* de larges extraits, l'enregistrement du discours prononcé par un « commissaire militaire » devant des membres du POUP de la radio-télévision (texte d'abord publié dans *Le Monde* du 15 avril).

En même temps que s'accroît la répression ouverte, dans les coulisses, Jaruzelski prépare des procès dont la tâche sera « d'extirper les causes du mal ».

En d'autres termes, face à l'incapacité du gouvernement Jaruzelski et de l'« état de guerre » à briser le mouvement des masses, ce sont de sinistres procès stalinien que prépare le régime du POUP.

Les accusés, désignés par *Trybuna Ludu* du 20 janvier, sont les « extrémistes de Solidarité, les éléments antisocialistes, les experts du KSS-KOR et de la KPN ; les partis politiques d'opposition du type "Parti polonais du travail" qui, durant 16 mois, faisaient tout pour maintenir la tension en Pologne ». L'idée de base est révélée par Stephan Olchowski, dans un article du périodique de la bureaucratie du Kremlin *Literaturnia Gazeta*, le 26 janvier : « Il était très difficile jusqu'à ces derniers temps de dénoncer ouvertement le caractère antisocialiste de Solidarité et ses liens avec l'Occident. On peut dire aujourd'hui que l'activité de Solidarité était inspirée directement de l'étranger. »

Et le 28 janvier, dans le plus pur style des procès de Moscou, le ministère polonais de l'Intérieur annonçait une série de « révélations » visant à mettre en évidence « la col-

lusion entre les dirigeants du KOR et de Solidarité avec la CIA ». Le 8 février, Radio-Varsovie fait état des relations entretenues par deux responsables du syndicat italien UIL, aujourd'hui accusés de complicité avec les « Brigades rouges », et des responsables de Solidarité, notamment Jacek Kuron !

Parfait exemple d'amalgame digne de la technique du procureur Vichinsky. Aux abois, la bureaucratie ne peut que reprendre contre les masses les méthodes éprouvées de Staline qu'elle a — comme tous les partis stalinien — dénoncées au moment de la prétendue « déstalinisation ».

C'est la seule réplique qu'elle puisse opposer à la détermination des militants emprisonnés qui, massivement, ont refusé toute déclaration d'acceptation du coup de force et qui ont refusé de demander leur propre exil, exprimant ainsi la volonté de tout un peuple.

Chaque jour, affluent les informations qui témoignent de la résistance active et de l'organisation dans la clandestinité de Solidarité ; dans les camps eux-mêmes — comme le manifestent en particulier les informations transmises par la délégation provisoire à l'extérieur du Parti socialiste polonais du travail —, les détenus poursuivent le combat.

Plus que jamais, les organisations affiliées à « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se placeront au premier rang du combat pour la levée immédiate de l'état de guerre, pour la libération immédiate de tous les prisonniers, pour le rétablissement inconditionnel de la liberté d'action et d'organisation de Solidarité, pour le droit du peuple polonais à constituer les partis politiques de son choix.

Nous publions dans ce numéro de *Tribune internationale - La Vérité*, outre de larges extraits du rapport d'un « commissaire militaire » devant des membres du POUP de la radio-télévision, un appel de la délégation provisoire à l'extérieur du Parti socialiste polonais du travail (PSPP).

Les aveux d'un militaire au-dessus de tout soupçon

L E commissaire militaire : « Certains camarades disent que cette Solidarité était un tigre de papier qui a été liquidé en une nuit, du 12 au 13 décembre, a cessé d'être dangereux et cessé de fonctionner. Cette conviction existant, nous avons eu affaire à des déclarations du genre que fondamentalement nous avions vaincu et qu'il était temps de fêter la victoire, d'abrèger ou de lever l'état de guerre : que tout était en ordre.

Cette position était avancée par ces camarades qui se sont installés dans leurs bureaux, dans leur fauteuil sous de grands palmiers, qui, il y a peu de temps encore, étaient menacés, et maintenant sous le parapluie de l'armée ne le sont plus. Eh bien, une telle évaluation de la situation est très erronée, plus encore, elle est très nocive. Car la situation, chers camarades, est complexe, compliquée, et fondamentalement il est difficile de prévoir comment elle évoluera pendant les mois qui viennent (...).

L'état de guerre durera en Pologne jusqu'à ce que le parti renaisse. Et je ne pense pas ici à la bureaucratie du parti, car celle-ci renaît vite, mais je pense à la situation de base dans les grandes entreprises. Ce raisonnement se fonde sur la donnée suivante : nous avons l'état de guerre et l'issue de cet état peut être soit la dictature, soit la démocratie. Il n'y a pas de troisième possibilité entre ces deux-là.

Si nous parlons du passage à la démocratie — à la démocratie dans le système socialiste —, et telle est l'hypothèse, il doit donc exister une certaine force autour de laquelle se regroupera cette démocratie. Dans notre situation, cette force peut uniquement être le parti. Il n'est pas question d'un pluralisme politique, d'une quelconque forme d'opposition plus ou moins organisée.

C'est pour cela que les prémisses pour la levée de l'état de guerre existeront seulement lorsque le parti pourra reprendre la direction politique des entreprises de travail, et il

découle de ce fait que l'état de guerre durera encore un peu dans ce pays. Ce n'est pas une question de mois, mais d'années (*Bruits dans la salle*).

L'adversaire commence à s'organiser

(...) Cela a été un grand choc pour l'adversaire idéologique mais, en même temps, nous observons que ces phénomènes, liés au choc, cessent de fonctionner et que l'adversaire commence à s'organiser.

Quelques remarques à ce sujet. L'affaire de Solidarité est liée à celle du mouvement syndical et, pour l'instant, personne n'a encore de conception sur le mouvement syndical. On sait une chose, que ce ne peut pas être un mouvement syndical organisé par région. Cela, on le sait avec certitude. Mais après ? Cela, personne ne le sait.

Le Premier ministre a dit devant la diète que les syndicats seront tels

que le voudra la classe ouvrière. Personnellement, je serai plus prudent sur ce point, car je doute sérieusement qu'il serait profitable pour le fonctionnement de l'Etat de créer des syndicats conformes à la volonté des ouvriers. »

Des voix dans la salle : « Nous aussi ! »

Le commissaire militaire : « Mais qu'observons-nous actuellement ? Nous observons que Solidarité dans sa version disons clandestine commence à s'organiser de plus belle. Et ses organisations commencent à fonctionner. Je dois dire que je n'accorde pas une trop grande importance aux tracts.

En revanche, les bulletins de toutes sortes qui apparaissent sous forme de périodiques avec des numéros qui se suivent sont un indice d'organisation. Par exemple, si à Varsovie on édite *Tygodnik Wojenny* (1) et si on a déjà publié cinq numéros de ce bulletin, cela veut dire qu'il existe un groupe qui s'occupe de son édition et qu'un certain système commence à fonctionner.

D'ailleurs, il y a bien davantage de titres de ce genre. Je ne possède pas les données du ministère des Affaires intérieures.

Que ressort-il du contenu de ces journaux illégaux ? Eh bien, il s'agit de convaincre les membres du syndicat que Solidarité existe et s'organise dans la situation présente. Ensuite, dans les articles de ces éditions illégales, on appelle à ne pas procéder à des actions de type terroriste. On interdit clairement les actions de type terroriste. Dans son interview, Bujak (2) — on reviendra à lui dans un instant, c'était une interview pour une des stations de la télévision américaine — a dit qu'il s'agit d'organiser des petits groupes indépendants de grande résistance. De résistance passive, non active. D'après eux, cette résistance peut prendre des formes diverses. Il s'agit avant tout, de freiner le rythme du travail, car, si on le fait de façon assez insensible, cela ne peut pas provoquer de répression.

Lancer des grèves de façon sporadique

Les autres formes, ce sont toutes sortes de pétitions adressées au gou-

vernement et au Premier ministre — et ces pétitions commencent à apparaître. Une autre consigne est d'organiser, dans les cas extrêmes, des grèves, mais de les organiser de manière sporadique, car on sait que si une grève est organisée, elle sera brisée d'une façon ou d'une autre.

Disons par exemple qu'une entreprise commence à faire la grève. Les ZOMO (3) arrivent pour mettre fin à la grève. Alors, en pareil cas, Bujak et compagnie ordonnent de cesser la grève et de retourner au travail. Après un certain temps, les ZOMO s'en vont et alors on peut de nouveau organiser la grève.

Il y a des consignes sur des activités spectaculaires qui doivent convaincre que Solidarité fonctionne : éteindre sa lumière à une heure déterminée, allumer les bougies. Nous savons que souvent ces actions sont réussies. Une autre tendance est de mettre en garde contre la coopération.

Ils appellent, par exemple, à réunir des preuves contre les « collaborateurs » — comme ils les appellent — afin de leur demander des comptes le moment venu.

Ils menacent les membres de Solidarité, s'ils coopèrent en quoi que ce soit avec les autorités, de les éliminer du syndicat lorsque Solidarité (un long silence de l'orateur) eh ! bien... euh !... renaîtra... On donne des instructions aux membres de Solidarité sur la manière d'agir pour rendre plus difficile l'application du régime militaire. Ce sont très souvent des appels signés par toutes sortes d'instances de Solidarité clandestines.

Par exemple : si tu reçois un ordre de la part d'un commissaire militaire, réclame qu'il t'explique tout précisément et fais semblant de ne rien comprendre. Si tu trouves que l'ordre est dépourvu de sens, réalise-le sur le champ...

La situation est extrêmement compliquée. Nous sommes encore vraiment loin de fêter la victoire. Nous pouvons encore nous trouver en face de choses, de phénomènes, d'événements que nous ne sommes même pas en état d'imaginer maintenant. Tout est encore possible, camarades. »

Une voix dans la salle : « Camarade, ce que vous dites est effrayant ! » (...). (suite page 9)



Le général Jaruzelski.

(suite de la page 8)

Une voix dans la salle : « Camarade, que se passe-t-il avec Kania ? »

Le commissaire militaire : « Pour ce qui est de Kania, il y a des déclarations... Euh !... Par exemple, des camarades soviétiques qui l'évaluent de façon extrêmement critique, non pas directement mais dans des entretiens — on sait lesquels. C'est justement d'ailleurs pour cela qu'il n'est pas premier secrétaire. Moi, personnellement, j'ai évalué son activité d'une manière très critique à l'époque où il était premier secrétaire. »

Seulement, voyez-vous, ce sont des questions complexes. Ce n'est que dans quelques bonnes années, lorsqu'on ouvrira certaines archives, que nous pourrions répondre à la question de savoir si l'état de guerre a été introduit au moment convenable. Peut-être trop tard ? Peut-être trop tôt, sûrement pas ! Mais trop tard ? Car nous tous qui nous trouvons ici nous réclamions des solutions dures dès le début. Seule l'histoire démontrera qui avait raison : nous ou Jaruzelski. »

Une voix dans la salle : « Camarade, pourquoi la milice n'arrête pas ces gens qui éteignent les lumières et allument des bougies ? »

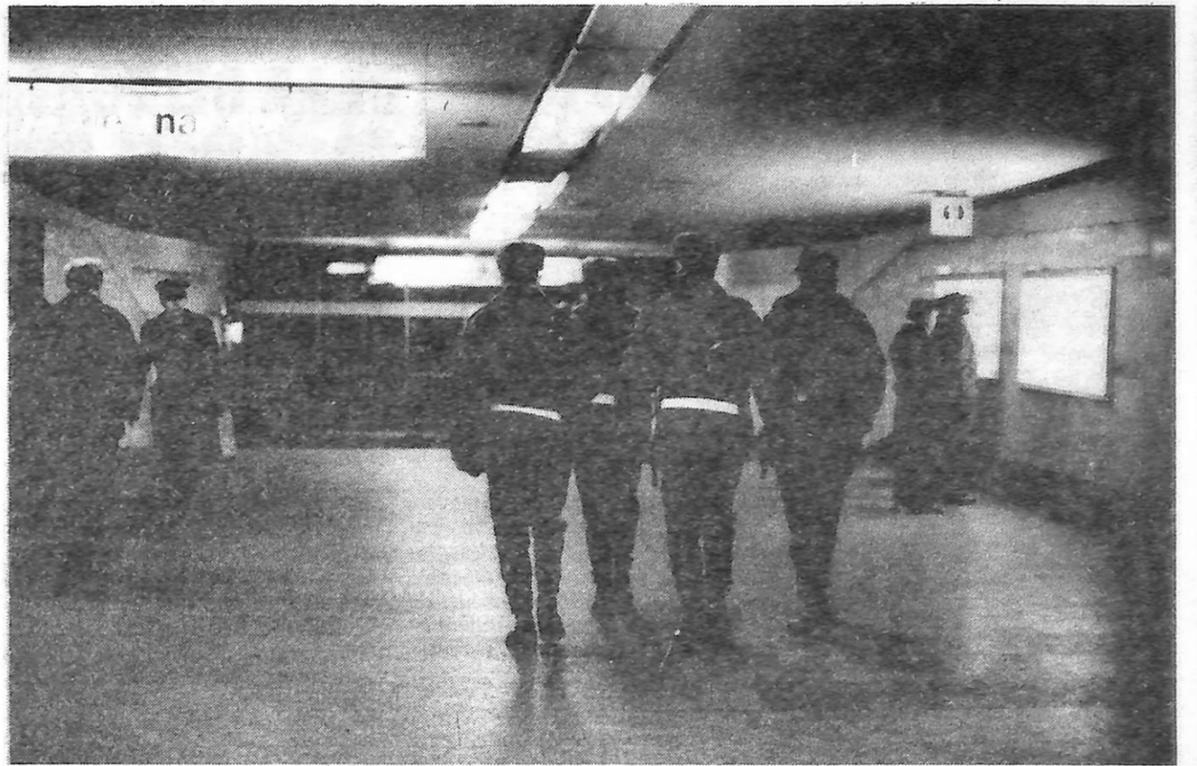
Le commissaire militaire : « Ce n'est pas si simple. Premièrement,

c'est un phénomène assez répandu, et deuxièmement Jaruzelski a dit clairement qu'en Pologne l'état de guerre est en vigueur, mais qu'on n'a suspendu aucun droit. Alors de quel droit voulez-vous entrer dans les appartements et demander aux gens pourquoi ils éteignent la lumière ? Ils l'éteignent parce que ça leur plaît. Ils l'éteignent parce qu'ils ont le droit de le faire. »

Bruits dans la salle : « Comment ça, ils ont le droit ? »

Le commissaire militaire : « Eh bien oui, camarades, ils l'ont. Enfin, quel principe juridique avez-vous contre ? Il n'existe aucune base juridique. Ce serait une action illégale, une action de répression. Et puis à Swidnik, les gens vont se promener pendant le journal TV. Ils se promènent tout tranquillement et que pouvez-vous leur faire ? Ce n'est en aucune manière un rassemblement. Personne ne fait de discours, personne ne lance des cris particuliers. Tout simplement, ils se promènent autour de la place du marché. Et qu'est-ce que vous pouvez leur faire ? Lancer les ZOMO ? Vous ne le pouvez pas, car ce serait une escalade de la terreur. »

Et ensuite vous parlez des vérifications ? (4) Nous procédons à une vérification partout où nous le pouvons. Et après ? Nous vérifions un membre de *Solidarité* en disant qu'il ne travaille pas bien ou nous le vérifions pour des raisons politiques.



Premièrement, nous n'avons pas le droit de le vérifier, car il existe le décret sur l'amnistie (5).

Il pouvait même être membre de la KPN (6) et quand il vient parler avec nous, il déclare qu'il renonce à

son appartenance à la KPN. Vous ne pouvez pas lui dire : « Toi, tu étais militant de *Solidarité*, alors fous le camp du travail. »

Il en est de même pour le milieu scientifique. Procéder à une vérifi-

cation ? Et après. Il faut penser aux effets. La vérification bouleverse énormément le milieu. Et puis je ne sais pas si cet homme de science qui travaille à l'université — même s'il

(suite page 10)

Dis-moi quelle est ta position sur la Pologne, et je te dirai qui tu es

AINSI on arrive à une situation où le triomphe de la révolution antibureaucratique pourrait mettre en danger les conquêtes antérieures du socialisme. » Ce paragraphe n'est pas extrait d'un communiqué de l'agence Tass, il ne s'agit pas non plus d'un article de *Trybuna Ludu* pour justifier l'instauration de l'état de siège par Jaruzelski. C'est Nahuel Moreno qui l'affirme dans sa revue *Courrier international* n° 2, organe de la LIT, sous le titre « Les lignes de partage dans la révolution et la contre-révolution polonaise ».

Pour les trotskystes, contrairement aux affirmations des PC et de la bureaucratie du Kremlin, la révolution politique est une nécessité pour assurer les « conquêtes antérieures du socialisme », que les bureaucraties mettent en danger ; c'est-à-dire l'expropriation de la bourgeoisie (qui permet de caractériser les pays de l'Europe de l'Est comme des Etats ouvriers bureaucratiques).

La domination de la bureaucratie, sa gestion de l'économie planifiée, ses privilèges et sa politique contre-révolutionnaire, au contraire, ont ébranlé chaque jour de manière de plus en plus forte les bases de l'économie planifiée. Cette réalité confirme la justesse de la caractérisation que Trotsky a faite de la bureaucratie stalinienne, comme agence de la bourgeoisie, de nature bourgeoise et contre-révolutionnaire.

Il est évident que si « le triomphe de la révolution antibureaucratique » pouvait remettre en question « les conquêtes antérieures du socialisme », alors la défense inconditionnelle de ces conquêtes, inscrite dans le programme de la IV^e Internationale, exigerait de combattre la révolution antibureaucratique

en Pologne. Jusqu'à maintenant, seuls les stalinien et la secte cryptostalinienne appelée spartaciste avaient l'audace de faire de telles affirmations. Comme on le voit, Moreno n'invente rien d'original.

Moreno en défense du pape, de Reagan et de Mitterrand

Défendant le mot d'ordre de « Walesa au pouvoir » et abandonnant à une vitesse surprenante le terrain du marxisme, Moreno affirme : « Cette immense conquête (la dictature révolutionnaire du prolétariat - NDLR) aurait été contrebalancée par la contradiction qu'au sommet de cette dictature révolutionnaire, basée sur la démocratie ouvrière, il y aurait Walesa et ses conseillers, et derrière eux, le pape, Reagan et Mitterrand. »

Le pape, Reagan et Mitterrand, à la tête de la dictature révolutionnaire du prolétariat ! Le lecteur a bien lu : c'est exactement ce qu'affirme tous les jours l'agence Tass pour saluer le combat du peuple polonais. Après cette brillante introduction de Nahuel Moreno au problème de la révolution politique en Pologne, le lecteur se demandera quelle est la substance, la « base théorique » qui permet de tels abandons et trahisons de la IV^e Internationale. Avec un peu de patience, le lecteur les découvrira dans le texte même de Nahuel Moreno : « Cette vision des récents événements polonais correspond à celle que Moreno et notre courant soutenons traditionnellement sur la révolution politique. »

Il ne doit pas s'agir de la Fraction bolchevique qui, avec le CORQI et la TLT, a adopté les *Thèses* qui ont constitué la « IV^e Internationale (Comité international) » et qui affirme clairement que la dictature révolutionnaire du prolétariat ne

peut être instaurée que par la victoire de la révolution prolétarienne dirigée par un parti révolutionnaire, section de la IV^e Internationale. La thèse 28 est suffisamment claire : « Pour vaincre et triompher, la révolution politique, comme la révolution prolétarienne, aura besoin d'un parti révolutionnaire. »

Chacun sait que le pape, Reagan et Mitterrand ne sont pas candidats à la construction de tels partis. Mais quelle est cette « vision » de Moreno sur la révolution politique ? : « Celle-ci commence toujours par une explosion démocratique, un février anti-bureaucratique, avec la mobilisation non seulement de la classe ouvrière, mais aussi de tous les secteurs opprimés de la société y compris les courants bourgeois, courroie de transmission de l'impérialisme, qui viennent à être nos ennemis stratégiques, après l'actuel, qui est la bureaucratie. »

Cette « vision », soit dit en passant, n'a rien à voir avec la IV^e Internationale, elle va par contre comme un gant à la politique de la bureaucratie de Jaruzelski. La révolution antibureaucratique en alliance avec l'impérialisme ! Les trotskystes font le jeu de l'impérialisme ! Devant notre pensée, Moreno répond : « Ils craignent de faire le jeu de la restauration capitaliste. » Et il ajoute avec désinvolture : « Dans toute lutte, "on fait le jeu" de quelqu'un. Quand nous soutenions la révolution espagnole, nous faisons le jeu des impérialismes démocratiques qui étaient contre Franco, l'agent d'Hitler et de Mussolini. La question est de voir quel est le facteur déterminant dans chaque processus et non pas qui en bénéficie de façon subsidiaire. »

Comme si la révolution espagnole n'avait pas été étranglée par la coalition des « impérialismes démocratiques » et des « impérialismes fascistes ». Incidemment, contrairement à ce qu'enseigne le combat de Léon Trotsky, Moreno estime que nous faisons le jeu des « impérialismes

démocratiques » ! Comme si la victoire de la révolution politique et l'instauration de la dictature révolutionnaire du prolétariat pouvaient bénéficier « de façon subsidiaire » à l'impérialisme ; ou la dictature de Reagan, du pape et de Mitterrand pouvait « bénéficier » au prolétariat polonais ! La conclusion de ces positions est évidente, et Moreno l'affirme sans aucune gêne.

Défense du POUP contre les travailleurs

Le PST péruvien, un des meilleurs disciples de Nahuel Moreno, écrit dans l'éditorial de janvier de son organe central : « C'est pour cela que nous nous élevons contre les tentatives de la dictature militaire de faire disparaître le POUP par décret (sic). Nous défendons le droit qui revient aux militants qui restent dans ce parti de décider eux-mêmes de ce qu'il font avec leur organisation. » (*Bandera socialista*, n° 61).

Où l'auteur de ces lignes a-t-il vu que Jaruzelski voulait faire disparaître le POUP, dont il est le secrétaire général, par décret ? Mais une chose est bien établie par la révolution polonaise : ce sont les masses révolutionnaires qui voulaient faire disparaître l'appareil de la bureaucratie du Kremlin qui a nom POUP. De quel côté faut-il se placer ?

En complétant la pensée de ses élèves, Nahuel Moreno, dans le document publié dans *Courrier international*, parachève en s'opposant à la légalisation des partis d'opposition à la bureaucratie, et en particulier à la légalisation du KPN qui se prononce pour la défense de la propriété sociale, ou d'un éventuel parti de Walesa.

« Il est nécessaire de souligner qu'en Pologne, *Solidarité* était le seul pouvoir capable de déterminer quels partis pouvaient agir (par exemple en organisant une consultation électorale parmi les travailleurs pour qu'ils décident) (...), en principe le poids des courants pro-

bourgeois, auxquels Walesa appartient, aurait provoqué la légalisation du parti catholique et nationaliste par la majorité des voix ouvrières (...). Même minoritaires, nous les marxistes révolutionnaires aurions signalé la perspective juste et inévitable de lutte contre l'ennemi stratégique. C'est pour cela que sont correctes les positions des camarades des Etats-Unis. » (Les camarades des Etats-Unis s'opposaient à la légalisation de la KPN.)

Moreno lutte pour le pouvoir pour Walesa mais est contre le fait que celui-ci constitue un parti qui soit légal (sic). De nouveau sur cette question, nous voyons une ressemblance troublante entre les positions de Moreno et l'agence Tass (logiquement, comme au cinéma, « toute ressemblance avec des personnages réels est pure coïncidence »).

Pourquoi Moreno a rompu avec la « IV^e Internationale (Comité international) »

Après avoir scissionné la IV^e Internationale (Comité international), Nahuel Moreno a constitué la Ligue internationale des travailleurs. Le contenu destructeur envers la IV^e Internationale de la méthode et de la politique de Nahuel Moreno a été mis en relief de façon particulièrement grossière par les premières positions adoptées par la LIT sur la révolution politique en Pologne.

Ces positions éclairent pourquoi et au compte de qui Moreno a scissionné le Comité international. La discussion politique sur les problèmes de la révolution polonaise jette à bas le masque « orthodoxe » dont il a voulu se couvrir dans la lutte contre la reconstruction de la IV^e Internationale et met à nu son véritable visage liquidateur. Entre la révolution et la contre-révolution en Pologne, Moreno se place du côté opposé au prolétariat polonais.

Luis Favre,
2 avril 1982.

(suite de la page 9)

n'est pas avec nous, mais qui est contrôlé par nous — sera moins dangereux que ce même homme de science mis à la porte de l'université et s'organisant déjà à notre insu. Je ne le sais pas.

Et il y a beaucoup de questions de la sorte. Malheureusement, il n'y a pas de solutions simples. S'il y en avait, nous n'en serions pas arrivés à cette situation. Vous ne bouclerez pas la gueule à toute la nation. Pas de miracle ! Pas la force (...).

Une bombe à retardement

Un autre sujet que les camarades veulent que je traite, c'est la question de l'Eglise. Eh bien moi, je trouve que l'Eglise c'est une bombe à retardement. Pour moi, il est certain que l'activité de l'Eglise, globalement, est aujourd'hui décidément anti-Etat, décidément contre le système en vigueur actuellement dans notre pays.

Mais, dans la hiérarchie de l'Eglise, il existe des différences d'opinions. Le plus, disons, docile est Glomp, qui est en faveur de certains pourparlers avec le gouvernement et qui, généralement parlant, a accepté la nécessité de l'introduction de l'état de guerre en estimant qu'il est conforme à la loi. Mais Glomp n'accepte pas toutes ses conséquences : les internements, la suspension de l'activité de *Solidarité*, et même, il déclare que l'Eglise peut garantir que *Solidarité* fonctionnera comme syndicat et non comme organisation politique. Macharski représente une position plus radicale, mais pas extrême, lui non plus (...).

A Noël, au cours de la messe de minuit, on a arrêté trois prêtres et on en a interné deux pour leurs déclarations. Toutes les crèches dans les églises ont actuellement un caractère uniquement politique. Les symboles religieux y ont été relégués au tout dernier plan et les symboles de martyrologie sont apparus — des signes de la Pologne combattante, des étendards tachés de sang, etc.

C'étaient des crèches comme à l'époque de l'occupation hitlérienne. Je le répète encore une fois : je ne sais pas si cette bombe à retardement fonctionnera. Mais nous devons être vigilants, car ils sont très rusés (...).

« Un bordel total »

Et enfin, un peu sur nous, sur la télévision. Actuellement, c'est un bordel total. Il y a quatre centres de décision et chacun trouve quelque chose à dire. Et, de cette manière, les décisions viennent du comité central, du gouvernement, du comité militaire de salut national, de la direction générale politique, de l'armée polonaise. Et le commissaire se trouve pris entre l'arbre et l'écorce, pas un, mais trois (...).

(1) *L'Hebdomadaire de guerre*, l'une des publications clandestines régulières de *Solidarité*.

(2) Président de l'organisation de *Solidarité* pour la région de Varsovie, M. Bujak vit dans la clandestinité, d'où il anime en large partie la vie du syndicat dans la capitale.

(3) Les forces d'intervention de la milice, particulièrement détestées pour leur brutalité. Elles ont valu au général Jaruzelski d'être surnommé le général Somoza.

(4) Les vérifications sont des interrogatoires politiques à l'issue desquels on décide du sort des personnes travaillant dans une entreprise.

(5) En principe, aucune mesure de représailles ne peut être prise ni aucune poursuite judiciaire ouverte contre quiconque pour son activité durant les seize mois d'existence de *Solidarité*. Cette amnistie est en réalité très partielle puisqu'il faut, pour en bénéficier, accepter de renier son activité et ses opinions, et surtout n'avoir pas déjà fait l'objet d'une ouverture d'instruction avant le 13 décembre.

(6) La Confédération de la Pologne indépendante, l'un des deux grands groupes d'opposition avec le KOR.

DECLARATION DE LA DELEGATION PROVISOIRE A L'EXTERIEUR DU PARTI SOCIALISTE POLONAIS DU TRAVAIL (PSPP)

La délégation provisoire à l'extérieur du Parti socialiste polonais du travail est composée de militants du PSPP qui se trouvent provisoirement ou non à l'extérieur des frontières de notre pays. Elle s'est engagée depuis sa constitution le 6 janvier dernier à mener sans relâche le combat pour la défense et la libération des militants internés, emprisonnés, le soutien à leurs familles, comme à tous ceux qui luttent aujourd'hui dans la clandestinité. Elle est au service du combat que mène tout notre peuple uni, dans les conditions difficiles de l'état de guerre, pour ses droits légitimes.

1.- *Solidarité* a été constitué comme expression vivante de la revendication du peuple polonais, ouvriers, paysans, intellectuels, étudiants, à la liberté.

2.- Le monopole du pouvoir que le POUP se dévoue à lui-même est contraire à la revendication principale du peuple polonais de disposer librement de lui-même.

3.- Le monopole du pouvoir que le POUP se dévoue à lui-même repose sur le soutien extérieur des dirigeants de Moscou.

4.- Il y a donc contradiction entre le monopole du pouvoir que le POUP se dévoue à lui-même et les aspirations du peuple polonais à la liberté et à l'indépendance nationale. Nous réaffirmons ce principe fondamental : un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre. Le peuple polonais n'a aucune hostilité contre les peuples d'Union soviétique, qui comme lui-même sont soumis à un régime arbitraire. L'amitié entre les peuples ne peut exister qu'entre peuples libres souverains. En revendiquant le droit de disposer de lui-même, le peuple polonais considère, à toujours considéré ce droit comme celui de chaque peuple. Tel est le sens de l'adresse aux peuples des pays de l'Est et d'URSS votée par le 1^{er} Congrès national des délégués de *Solidarité*.

5.- Ce que revendique le peuple travailleur polonais en constituant *Solidarité*, c'est l'application à la Pologne des principes de la démocratie. Qu'est-ce que la démocratie ? Des syndicats indépendants de l'Etat, de l'administration et des partis, assumant la défense dans la société des intérêts des travailleurs ouvriers, paysans, intellectuels et étudiants qu'ils représentent. Le monopole de pouvoir que le POUP s'arroge à lui-même est contraire à la libre discussion et la libre expression des idées, à la liberté de presse, de réunion et d'informations.

Ce monopole de pouvoir au POUP a dans notre pays provoqué une grave crise économique dont les dirigeants du POUP cherchent abusivement à rejeter la responsabilité sur notre syndicat et toutes les organisations sociales indépendantes. Qu'est-ce que la démocratie ? Le droit pour les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les étudiants, de connaître, de décider et de diriger l'économie en fonction des besoins de notre pays et de notre société, et non comme c'est le cas dans l'intérêt d'un groupe minoritaire qui défend ses privilèges et exploite le peuple travailleur.

« Qu'est-ce que la démocratie ? »
Qu'est-ce que la démocratie ? Un régime où tous les partis que le peuple polonais estime devoir constituer ont un même droit à exercer librement leur activité. Qu'est-ce que la démocratie ? Un régime où le

pouvoir issu des élections libres, du libre débat entre Polonais, comme le congrès de *Solidarité* l'a revendiqué, exerce la direction de la société, mais sous le contrôle de celle-ci.

Voilà ce que le PSPP propose au peuple polonais.

6.- Depuis le 13 décembre, le pays est plongé dans une situation où le pouvoir a engagé la guerre contre le peuple. L'état de guerre a été décrété par la direction du POUP, qui a usurpé le drapeau national, par une décision dont nous savons tous qu'elle n'a été ni prise, ni préparée dans notre pays.

Il faut : faire cesser l'état de guerre, la libération immédiate de tous les emprisonnés sans exception, le droit au syndicat *Solidarité* d'exercer librement son activité dans l'indépendance conforme à ses statuts, le droit pour toutes les organisations, pour tous les partis politiques polonais d'exercer librement leur activité — le peuple polonais étant seul juge d'adhérer à telle ou telle proposition politique présentée par ces partis dans le respect des principes du pluralisme politique, des élections libres pour garantir au peuple polonais son droit à la souveraineté.

7.- Nous nous prononçons pour le socialisme, mais pour le socialisme où la justice et la démocratie doivent trouver place, où la liberté d'opinion, de pensée, d'expression, la liberté de la presse doivent être garanties. Le monopole du pouvoir du POUP est un acte arbitraire et contraire même aux principes du système socialiste. L'oppression de notre peuple est incompatible avec tous les principes du système socialiste. Ceux qui s'arrogent le droit de disposer de la vie et du sort de millions d'hommes, par la défense égoïste de leurs intérêts de groupe

minoritaire et la défense de leurs privilèges, de plonger tout le pays dans un état de guerre dans ce but, n'ont à notre avis rien à voir avec le socialisme qu'ils prétendent ainsi construire et défendre.

8.- Personne en Pologne n'a voulu la confrontation avec les détenteurs du pouvoir monopolisé par le POUP. Personne en Pologne n'a cherché la confrontation avec les dirigeants de Moscou. Et pourtant, la confrontation a eu lieu. La responsabilité en incombe totalement à ceux qui ont décidé de la provoquer. La responsabilité pour toute la crise et la tragédie que vit à présent notre peuple leur incombe entièrement.

Mais le peuple polonais veut la liberté. Fier de sa longue histoire et de sa tradition de lutte pour la liberté, il ne saurait accepter la sujétion et l'oppression. L'arbitraire et l'oppression ne sauront triompher de la justice et de la démocratie. Aujourd'hui, nous le comprenons tous, il ne saurait y avoir de négociations des deux côtés des barbelés. Nous le comprenons tous, quel que soit d'autre part notre point de vue sur la question, il ne saurait y avoir d'entente nationale sans la libération immédiate de tous les détenus, sans le droit au syndicat *Solidarność*, au *NZS*, à *Solidarité rurale*, à toutes les organisations sociales indépendantes de fonctionner librement, sans le droit pour tous les partis et organisations politiques de présenter leurs programmes et propositions en toute démocratie devant la société, seule juge.

« Nous lutterons sans relâche »

Nous le comprenons tous, il n'y a pas de réforme économique possible sans la levée de l'état de guerre. Des esclaves ne travaillent jamais

comme des hommes libres et déterminés, qui savent à qui et pour qui leur travail profite. Les travailleurs polonais n'accepteront jamais cet esclavage. Aujourd'hui, travailler, c'est travailler pour les camps, les prisons. Ne pas travailler, c'est œuvrer à la levée de l'état de guerre, la libération des prisonniers, c'est œuvrer pour les conditions d'une réforme économique au service des intérêts de la société et du pays.

Telles sont les réflexions et premières leçons que nous soumettons à la discussion de tous ceux qui œuvrent et veulent œuvrer pour chercher une issue aux problèmes de notre peuple.

Le peuple polonais ne veut pas la confrontation mais il veut vivre libre dans un pays libre. Rien ne peut arrêter son combat pour la liberté. Vive la Pologne libre et indépendante !

9.- Nous ne pouvons terminer ce premier document de réflexion, élaboré après 4 mois d'état de guerre dans notre pays, sans revenir sur le rôle décisif que représente dans la difficile épreuve que nous traversons le soutien et la solidarité des peuples, de tous les combattants de la démocratie, de tous les militants de la classe ouvrière, de ses syndicats, de ses partis, quelles que soient leurs opinions, leur appartenance politique.

Pour notre part, c'est pour ce soutien que nous lutterons sans relâche. En première page du *Frelon* est écrit : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Les travailleurs doivent et ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Vive l'entente entre les peuples ! Vive la solidarité des travailleurs !

19 avril 1982



Varsovie, 27 mars 1981 : grève à l'aciérie d'Uta Warsawa.

L'écho de la révolution polonaise dans l'Allemagne divisée

Le 13 février — deux mois après la proclamation de l'état de guerre par Jaruzelski en Pologne, deux mois après la visite de Helmut Schmidt à Honecker pour opposer à l'écroulement du statu quo en Allemagne et en Europe une « association de sécurité » avec la bureaucratie —, six mille jeunes ont organisé à Dresde la première action de masse contre la bureaucratie stalinienne depuis le 17 juin 1953, début de la révolution politique.

Les jeunes Allemands de l'Est se sont appuyés sur l'impulsion donnée par la révolution polonaise et sur le mouvement de la jeunesse en Allemagne de l'Ouest, tel qu'il s'était exprimé le 10 octobre 1981 par les 300 000 manifestants à Bonn, où l'ancien maire social-démocrate de Berlin, Heinrich Albertz, avait déclaré : « Nous ne voulons plus vivre dans un pays divisé, privé de la pleine souveraineté, avec des troupes étrangères dans les deux parties de l'Allemagne... »

DANS l'Allemagne divisée, la jeunesse se soulève contre le diktat de crise, toujours plus sévère, de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne qui défendent l'ordre existant en accroissant la répression étatique et la militarisation.

Le mouvement qui s'exprime dans ces actions et qui annonce un mouvement plus profond, plus puissant, du prolétariat et des masses, amène Gilbert Zieburà à poser, dans l'organe social-démocrate *Vorwärts*, la question angoissée : « Ne semble-t-il pas que tout le système d'après-guerre se heurte à ses limites, en ce qui concerne ses fondements sociaux et politiques garants de la sécurité ? »

« La masse qui proteste est sur le point de se mettre en mouvement »

Un participant au « forum de la paix » de Dresde disait : « La masse qui proteste est sur le point de se mettre en mouvement. » (*Spiegel* du 22 février 1982). 6 000 jeunes au « forum de la paix » de Dresde — 4 000 jeunes à une « messe-blues » organisée par le pasteur Eppelmann fin novembre (1), 2 000 jeunes lors d'une marche silencieuse à travers la ville de Halle, 1 200 à une réunion à Leipzig, plusieurs centaines de signatures sous l'« Appel de Berlin » (2) contre la militarisation — la jeunesse de RDA agit ouvertement contre la bureaucratie.

Depuis des semaines, on mobilisait parmi la jeunesse par la « propagande chuchotée » de bouche à oreille et par des tracts pour une manifestation le 13 février à Dresde, pour le 37^e anniversaire de la destruction de la ville pendant la Deuxième Guerre mondiale.

« Pour canaliser la protestation, les autorités ecclésiastiques avaient en hâte organisé (le forum de la paix) dans l'église de la Croix. » Ces mêmes autorités avaient, avec insistance, dans une déclaration faite à propos de l'« Appel de Berlin », déconseillé de recueillir des signatures sur cet appel, « car cela pourrait provoquer des malentendus et des mises en danger qui n'encouragent pas la discussion objective nécessaire » (*Spiegel* du 22 février 1982).

Mais la protestation de la jeunesse est devenue action, malgré les représailles exercées par la police politique, la « Stasi », et malgré la diplomatie des autorités ecclésiastiques. A Leipzig, un réserviste de la NVA (armée nationale du peuple) déclara sous les applaudissements de 1 200 jeunes son refus de participer à des exercices militaires de la réserve.

Des étudiants de RDA avaient, dans une contribution au congrès étudiant international qui était prévu à Varsovie, adopté une plateforme en 21 points, avec entre autres les revendications suivantes :

« 15.- Suppression du camp de formation militaire pour les étudiants et du camp de défense civile pour les étudiantes. Plus de pression exercée par le gouvernement sur les étudiants pour les forcer à faire trois ans d'armée s'ils veulent obtenir la place d'étudiant désirée. »

16.- Service dans l'armée sur la base du volontariat avec possibilité alternative d'un service pacifique (par exemple dans des hôpitaux, foyers pour personnes âgées, etc.). »

Ces mouvements ont fait sauter une barrière. Avec un sûr instinct politique, les jeunes ont attaqué au point le plus faible politiquement :

l'appareil étatique de répression qui est forcé de protéger la bureaucratie isolée à coups de moyens policiers et militaires.

Le mouvement de la jeunesse est incompatible avec le monopole du pouvoir par la bureaucratie

La « manifestation pour la paix » de Dresde est dirigée contre la « paix » des gens au pouvoir qui signifie la guerre contre le peuple, comme en Pologne. La FDJ, l'organisation d'Etat de la jeunesse, dit : « La paix doit être armée », et les jeunes répondent : « Créer la paix sans armes », car les armes ont toujours été dirigées contre eux par un appareil d'Etat dont le caractère répressif apparaît toujours plus ouvertement.

La bureaucratie déclare : « Les revendications des jeunes sont hostiles à la paix, à la Constitution et au socialisme. » Et les jeunes répondent par des manifestations et par l'« Appel de Berlin ». Quels que soient les efforts de la presse bourgeoise et du *Vorwärts* social-démocrate en Allemagne de l'Ouest pour minimiser la signification de Dresde, le mouvement qui a émergé ce jour-là et par lequel la jeunesse ne fait qu'anticiper sur les luttes de la classe ouvrière est incompatible avec le pouvoir de la bureaucratie et avec son fondement, la frontière arbitraire qui traverse l'Allemagne.

Les 6 000 jeunes de Dresde ont miné le mensonge politique du SED, par lequel il prétend justifier son pouvoir, la division imposée de l'Allemagne et les mesures militaires de répression contre la jeunesse, mensonge selon lequel le danger de revanche et de guerre viendrait du peuple allemand et de sa jeunesse.

C'est avec le mensonge de la culpabilité collective du peuple allemand pour le fascisme que Staline justifiait déjà ses télégrammes de félicitations à Churchill et Roosevelt pour les bombardements de la population civile allemande, comme par exemple le 13 février 1945 à Dresde.

Aussi n'est-ce pas par hasard que cette manifestation se relie à l'« Appel de Berlin » qui soulève à nouveau toutes les questions sur les fondements de l'ordre de Yalta et Potsdam, de la division de l'Allemagne, en demandant le retrait de

toutes les troupes d'occupation de l'Allemagne divisée.

Avec Dresde, la jeunesse s'est engagée activement dans la voie du regroupement et de l'organisation indépendante et a recherché dans l'action vivante de plusieurs milliers de jeunes la jonction avec la jeunesse en Allemagne de l'Ouest.

Cette voie est trop dangereuse pour la « sécurité » et le monopole du pouvoir de la bureaucratie, inséparablement liés à la répression de tous les droits et libertés démocratiques et à la division de l'Allemagne.

C'est pourquoi il n'y a pas non plus pour la bureaucratie d'autre voie que de réprimer le mouvement de protestation de la jeunesse et d'en faire un crime. Le port du badge représentant des épées transformées en charrues, symbole du « mouvement de la paix », a été officiellement interdit et nombre de jeunes ont été interpellés par la police et en butte aux chicanes sur leur lieu de travail, à l'école, à l'université.

La crise de l'ordre de l'Allemagne divisée La crise du SPD

Le SPD, qui, du fait des crimes du stalinisme envers le peuple et le prolétariat allemands, est le seul parti ouvrier reconnu par les masses dans toute l'Allemagne, a mis tout le poids de son prestige dans la balance pour couvrir la politique d'union nationale, de collaboration avec la bourgeoisie et avec la bureaucratie — au nom de la politique des « allègements humains » par la négociation avec la bureaucratie.

Il a obstinément cherché à éviter les nouveaux développements, la désagrégation du statu quo et de l'ordre de l'Allemagne divisée, et la discussion que cela provoque.

Il y a encore quelques semaines, la direction du SPD essayait d'empêcher toute discussion sur sa politique de collaboration avec la bureaucratie pour le maintien du statu quo en arguant du fait que toute critique de sa politique était « irréaliste » et représentait un danger de guerre : « Aucun objectif ne justifie une guerre : ni l'unité allemande, ni la liberté de la Pologne. »

Mais la montée du mouvement contre le statu quo force la direction du SPD à accepter que ces questions

soient posées jusque dans les colonnes de son hebdomadaire central, le *Vorwärts*.

Avec une étonnante franchise, Gilbert Zieburà y nomme les causes de la crise : « Ce système d'après-guerre craque à toutes les jointures. Avec le déclin du système mondial d'après-guerre, la fonction de facteur d'ordre que pouvait avoir les superpuissances prend de moins en moins, elle aussi... »

Or, l'Allemagne est « la plus touchée par ce déclin de l'ordre établi après guerre ». « En une époque de grands bouleversements, se forme un nouveau ferment qui donnera du fil à retordre aux gardiens de l'ancien ordre. C'est là que réside la source principale des conflits à venir : entre les défenseurs d'un statu quo qui correspond de moins en moins aux exigences et les nouveaux mouvements sociaux qui l'accepteront de moins en moins, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. »

L'écho de Dresde à Berlin-Ouest et en Allemagne de l'Ouest La réalisation de l'unité avec la jeunesse de RDA

La manifestation du 13 février à Dresde a reçu le jour même une réponse dans les manifestations et proclamations à Berlin-Ouest et en Allemagne de l'Ouest.

Des milliers de jeunes sont engagés dans une campagne qui doit atteindre un sommet lors du congrès du SPD à Munich, campagne pour faire la jonction entre la jeunesse en l'Allemagne de l'Ouest et en RDA dans la lutte pour les revendications et à travers les organisations de jeunesse du mouvement ouvrier et tous ceux qui se réclament des intérêts de la jeunesse, de la liberté, de la démocratie et du socialisme.

Hans Brauser, secrétaire national Jeunes du DGB, la centrale syndicale, a déclaré devant un rassemblement de 4 000 jeunes à Dortmund que le « mouvement indépendant pour la paix » en RDA pouvait compter sur l'appui et la solidarité de la jeunesse syndicale.

Les maires SPD de la Ruhr ont exigé dans une déclaration commune le droit à manifester librement pour la paix « dans les deux parties de l'Allemagne, de l'Europe, et dans le monde entier ».

L'« Internationalen Sozialistischen Arbeiterorganisation (ISA) », l'organisation trotskyste allemande affiliée à « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », a pris sa place dans cette lutte avec ses positions : « Dresde est un appel à la jeunesse en Allemagne de l'Ouest : appel à la solidarité avec la jeunesse est-allemande en lutte pour le droit de manifester, de se réunir, de s'exprimer librement (...). »

Au premier rang, il faut mettre le combat pour la libre circulation et la libre rencontre de la jeunesse en Allemagne, c'est-à-dire d'abord pour l'annulation du « change forcé » (d'une somme importante pour pouvoir aller en RDA). » (*Sozialistische Arbeiterzeitung* n° 79).

Helmut Glaser,
12 avril 1982

Cette déclaration a été signée, lors de la manifestation centrale de la jeunesse syndicale, le 9 avril 1982, par plus de 350 participants, dont Wolf Biermann, Oskar Lafontaine (maire de Sarrebruck, membre du bureau national du SPD), Ulrich Hecker (rédacteur de l'organe national du syndicat enseignant du DGB, le GEW), et beaucoup de membres et de cadres du SPD, des Jusos, des Faucons et de la jeunesse syndicale :

« Robert Havemann nous appelle à soutenir le « Mouvement libre et indépendant pour la paix, en RDA ». Il nous appelle à nous saisir de toutes les possibilités pour faire « tourner à plein » la signature de l'Appel de Berlin et « inciter les organes d'Etat de la RDA à ne pas empêcher cette campagne de signatures, à reconnaître sa légalité irréprochable... »

Comme l'ont déjà fait 2 000 jeunes en Allemagne de l'Ouest et à Berlin-Ouest, nous considérons qu'il est de notre responsabilité que de répondre à Robert Havemann et de recourir à nos droits de libre expression, réunion et manifestation, pour défendre le combat des jeunes de RDA.

Comme ces 2 000 jeunes, nous considérons que c'est

- la responsabilité de toutes les forces et organisations qui se réclament du combat contre la militarisation et répression étatique croissante,
- la responsabilité des Jusos, des Faucons, des Jeunesses du DGB, des Verts et de toutes les initiatives pour la paix,

de répondre à l'appel de Robert Havemann et de faire leur cause de la défense des jeunes en RDA.

Solidarité avec les signataires de l'Appel de Berlin et les 6 000 jeunes de Dresde !

Pour le droit de la jeunesse en RDA à poser ses revendications, à exprimer sa volonté dans des réunions et manifestations et à s'organiser pour ses revendications !

Publication et diffusion de ses discussions, appels et revendications ! Liberté pour tous les jeunes emprisonnés à cause de ce combat ! »



Robert Havemann.

(1) La municipalité de Berlin-Est avait vainement tenté d'empêcher cette manifestation. Le secrétaire SED aux problèmes d'Eglise, Klaus Gysi, a notamment déclaré : « Ce n'est pas un service religieux, c'est du cabaret politique. »

(2) L'« Appel de Berlin » demande qu'ait lieu en RDA une discussion libre et publique sur les points suivants (entre autres) :

- Création d'un service social de paix (à la place du service militaire).
- Renonciation aux démonstrations de puissance militaire en public.
- Renonciation aux exercices de défense civile.
- Garantie de la liberté d'opinion.

25^e anniversaire de la constitution de la Communauté

Le 25 mars 1957, il y a vingt-cinq ans, les gouvernements belge, hollandais, luxembourgeois, italien, français et d'Allemagne fédérale signaient le traité de Rome. Ce traité instituait la Communauté économique européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). Il prévoyait la création de la Banque européenne d'investissement. Ses premières dispositions entraient en application le 1^{er} janvier 1958. Quelques années plus tôt, le 18 avril 1951, entre les gouvernements des mêmes Etats, avait été signé le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui entraient en application le 25 juillet 1951.

LE préambule du traité instituant la CECA déclarait : « Conscients que l'Europe ne se constituera que par des réalisations concrètes créant une solidarité de fait... , soucieux de concourir par l'expansion de leurs productions fondamentales au relèvement du niveau de vie et au progrès des œuvres de paix... »

Résolus à substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, à fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre les pays longtemps opposés par des divisions sanglantes et à jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé... » (cité d'après P.-H. Teitgen, *Origines et objectifs des Communautés européennes*, Etudes et perspectives européennes).

Noble ambition. Malheureusement, la belle entreprise visant à constituer « une communauté plus large et plus profonde entre les pays longtemps opposés par des divisions sanglantes » avait des origines et s'inscrivait dans une politique beaucoup moins nobles.

Elle se fondait sur et renforçait la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux. Par rapport aux masses, elle consacrait la politique contre-révolutionnaire que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin avaient codifiée à Yalta et à Potsdam pour endiguer et tenter de faire refluer la vague révolutionnaire qui déferlait en Europe à la fin de la guerre et dans l'immédiat après-guerre.

En même temps, elle s'inscrivait dans la politique de préparation à la guerre contre l'URSS, la Chine, les pays de l'Europe de l'Est d'où le capital avait été exproprié. Par de multiples crédits, par le plan Marshall, l'impérialisme US avait dû remettre sur pied les capitalistes européens, d'abord contre la menace de la révolution prolétarienne, ensuite, et logiquement d'ailleurs, en vue d'augmenter la pression sur l'URSS et les pays où le capital venait d'être exproprié, enfin, depuis l'alliance Atlantique, le réarmement et la guerre de Corée dans le cadre de la guerre froide et de la préparation à la guerre.

L'impérialisme US imposait aux capitalistes d'Europe occidentale, et essentiellement aux capitalistes français et allemand, une certaine coopération économique dont la CECA était une expression.

La CECA devait d'ailleurs être suivie de tentatives de « coopération » militaire et politique significatives. Le 27 mai 1952, les six signaient un accord instituant la Communauté européenne de défense. Il s'agissait d'intégrer à partir du réarmement allemand les armées des six pays sous un commandement unique européen coopérant avec les USA dans le cadre de l'OTAN.

Mais cela exigeait en outre une organisation politique européenne plus ou moins unifiée. Le 9 mars 1953, une assemblée « ad hoc » issue de l'Assemblée parlementaire

de la CECA remettait aux six ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la CECA un rapport en vue de la constitution de la « Communauté politique européenne », corollaire de la CED.

Cependant, les intérêts communs des bourgeoisies européennes, la pression de l'impérialisme US ne suffisaient pas à surmonter les antagonismes des puissances capitalistes européennes jusqu'au point où elles consentent à la constitution d'une armée et d'un système politique intégré, c'est-à-dire à la formation de l'embryon d'un Etat fédéral commun des six. Déjà, la Grande-Bretagne avait refusé de participer à la CECA. L'Assemblée nationale française rejetait le 30 mars 1954 le traité qui devait instituer la CED et, du même coup, la « Communauté politique européenne » tombait à l'eau.

Rapidement négociés, les accords de Londres et de Paris autorisaient le réarmement de l'Allemagne fédérale et sa participation à l'OTAN. Ultérieurement, des négociations étaient engagées qui aboutissaient au traité de Rome instituant la CEE et l'Euratom. Il faut rappeler que l'impérialisme anglais refusait en un premier temps de participer à la CEE et à l'Euratom. Concurrentement à la CEE, il impulsait la constitution d'une autre « zone de libre échange européenne ». Elle résultait de la convention signée le 4 janvier 1960 à Londres entre la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Autriche, la Suisse, le Portugal et l'Angleterre.

Comment, pourquoi la CEE ?

La constitution de la CEE, tout en étant dans la lignée de la CECA, s'est inscrite dans une situation politique marquée par d'importantes différences par rapport aux années 1950-1951. Sans qu'il cesse d'impulser la course aux armements, l'impérialisme US avait dû renoncer à une troisième guerre mondiale à court terme. La raison fondamentale en était l'instabilité des rapports entre les classes dans le monde que la préparation à la guerre n'avait fait qu'accroître.

En 1952, c'était le commencement de la révolution bolivienne. En 1953, l'impérialisme US devait consentir à un compromis rétablissant le statu quo en Corée. En août 1953, c'était la grève générale spontanée en France. L'année suivante, c'était la défaite historique de Dien Bien Phu et, le 1^{er} novembre, le commencement de la guerre révolutionnaire en Algérie. Conjointement, la crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, à la suite de la mort de Staline en mars 1953, prenait une extrême ampleur qui ouvrait la voie à l'émergence de la révolution politique en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie. Les impérialismes anglais et français avaient été brutalement rappelés à l'ordre par l'impérialisme US et ils avaient dû abandonner leur expédition en Egypte.

L'heure était à la « détente », c'est-à-dire que la coopération contre-révolutionnaire avec le

Kremlin contre le prolétariat et les masses tant à l'Ouest qu'à l'Est passait au premier plan sur le fond de la menace et de la pression impérialistes contre l'URSS et les pays où le capital venait d'être exproprié.

En même temps, les relations entre l'impérialisme américain et les impérialismes européens se modifiaient. Sous l'impulsion de l'impérialisme US, l'économie capitaliste s'était reconstruite, un nouveau marché mondial, une nouvelle division internationale du travail avaient été établis. Les ressorts de cette reconstruction ont été : les crédits officiels américains (rien qu'à l'Europe, 27,4 milliards de dollars de l'époque entre 1944 et 1957) ; après 1949, les fantastiques dépenses d'armement (entre 1954 — c'est-à-dire la fin de la guerre de Corée — et 1969, on calcule que les USA ont dépensé 450 milliards de dollars à des fins militaires).

Les ressorts du développement étaient toujours l'économie d'armement permanente, les dépenses gigantesques des Etats, le parasitisme, l'inflation du crédit. Pourtant, la poursuite de l'essor économique, la production en masse exigeaient que les limites étroites des marchés nationaux soient surmontées, toutes les puissances capitalistes européennes éprouvaient cette nécessité. A cette exigence à correspondre la constitution de la CEE qui a institué ainsi une zone de libre échange de plus de 200 millions de consommateurs.

L'impérialisme US avait également besoin de cette zone de libre échange qui devait être également une zone de libre circulation des capitaux. En effet, les investissements de capitaux américains en Europe étaient déjà passés de 1 732 millions de dollars en 1950, à 6 681 millions en 1960 (*Survey Current Business*, cité par L. Albertini et A. Silam : *Comprendre l'économie mondiale*). Il fallait au capital américain un marché à la mesure de ses investissements, une zone suffisamment large pour qu'il procède à de nouveaux investissements.

Les objectifs du traité de Rome

Quels étaient les objectifs du traité de Rome ? Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre RMP, « européen » de choc, les définit ainsi :

- 1.- Etablissement entre les pays membres d'une union douanière dont le but est d'abord de permettre la libre circulation des produits dans toute l'étendue de l'espace communautaire.
- 2.- La libre circulation des facteurs de production. a - libre établissement des salaires et des entreprises et libres prestations des services, au bénéfice des ressortissants des pays membres, dans tous les autres Etats membres, b - libre circulation dans tous les pays membres des capitaux en provenance d'autres pays membres.
- 3.- Des règles communes de concurrence.
- 4.- L'harmonisation des législations nationales qui ont une incidence sur l'établissement ou le fonctionnement du Marché commun.
- 5.- La coordination des politiques économiques et monétaires des Etats membres.
- 6.- Des politiques communes. »

En définitive, c'est à l'intégration dans une union économique générale que tend le traité de la CEE.

L'objectif affirmé était en définitive la constitution d'un capitalisme européen intégré à partir de l'Europe des six, et allant de pair, un Etat fédéral des six, éventuellement étendu, ainsi que l'intégration économique, à d'autres pays. La CEE devait intégrer la CECA, l'Euratom, elle devait établir des frontières douanières communes avec les pays non membres de la CEE.

Une « commission » était constituée dont les membres étaient désignés en commun par les gouvernements en nombre pondéré, mais ils ne pouvaient être révoqués pendant le temps de leur mandat ; un Conseil des ministres, composé des ministres des six gouvernements dont la fonction correspond aux objectifs de la CEE, se réunirait périodiquement ; un « parlement », désigné par les Parlements des pays concernés, était également constitué ; une Haute cour de justice chargée de l'application du droit « européen » était mise sur pied. En réalité, le pouvoir de décision appartenait toujours au Conseil des ministres, donc aux gouvernements des six pays.

25 ans après

A quoi, 25 ans après la signature du traité de Rome, la CEE a-t-elle abouti ? La CEE s'est élargie. Après deux échecs successifs au cours des années 1960, par l'accord du 22 janvier 1972, l'Angleterre, l'Irlande, le Danemark sont entrés, à partir du 1^{er} janvier 1973, dans la CEE. En 1979, la Grèce a signé un traité d'adhésion qui a pris effet au 1^{er} janvier 1981. Des négociations sont engagées en vue de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Si bien que l'Europe des six est devenue successivement l'Europe des neuf, et puis des dix. Pour ce qui concerne l'Europe des six, la suppression des barrières douanières entre ces pays qui devait être totale au bout de 12 ans a été réalisée plus vite. Elle a pris effet le 1^{er} juillet 1968. Pour ce qui concerne les neuf, elle s'est appliquée totalement à partir de 1977. Un système douanier commun par rapport aux pays non membres de la communauté a été mis en place. De même, un système d'impôt commun, la Taxe à la valeur ajoutée, a été généralisé.

La CEE a permis que se multiplient considérablement les échanges entre pays membres : de 1958 à 1972, ils se sont multipliés par dix entre les six. La part dans le commerce mondial des six est passée entre 1955 et 1973 de 20,5 % à 30,8 %.

Entre 1958 et 1973, la croissance du PIB s'élevait à 4,6 % en volume, en moyenne annuellement pour les six pays de la CEE. La grande réalisation de la CEE a été le Marché commun agricole. Il a permis une croissance considérable de la production agricole à des prix soutenus. Un budget communautaire a été mis sur pied, dont, pour 1978 par exemple, 73,87 % des dépenses ont été consacrées au financement du marché agricole. En 1981, le PIB des neuf aurait atteint 2 696,06 milliards de dollars pour 260 millions d'habitants, alors que celui des USA se serait élevé à 2 582,46 milliards de dollars pour 227,32 millions d'habitants. Depuis 1967, la CECA, l'Euratom sont placées sous l'autorité des institutions de la CEE.

Mais en outre, dans les années 1960, la crise du système monétaire international institué à Bretton Woods en 1944, fondé sur le dollar, a posé le problème d'un autre

système monétaire. Après différentes tentatives, depuis le 13 mars 1979, un système monétaire européen auquel ne participe pas l'Angleterre, bien qu'elle ait signé l'accord, a été institué. Périodiquement, a été posé le problème de la constitution d'une « Europe politique ». Décidée le 12 juillet 1977 à Bruxelles, la transformation du Parlement européen en une Assemblée élue au suffrage universel a donné lieu le 7 juin 1979 aux premières élections « européennes ».

CEE et USA

La CEE a été une tentative de surmonter les limites étroites des frontières nationales dans lesquelles étouffe le développement des forces productives, comme elles étouffent dans le cadre de l'appropriation privée des moyens de production. Elle est le pendant de l'intervention de l'Etat bourgeois à partir des rapports de production capitalistes pour tenter de surmonter les limites qu'impose la propriété privée des moyens de production, mais pour défendre le mode de production capitaliste, la propriété privée des moyens de production.

Fait remarquable, ce sont les gouvernements, les Etats nationaux bourgeois qui ont dû prendre en charge la réalisation du Marché commun. La CEE a eu comme point de départ nécessaire la volonté politique des gouvernements et des Etats bourgeois des USA et de l'Europe occidentale de l'établir. Elle a exigé, à son point de départ et dans son développement, le renforcement, et non l'affaiblissement des Etats bourgeois nationaux.

Il ne s'agit pas de nier ce que l'institution de la CEE a permis au capital de mettre en place et de développer, pas plus qu'il ne s'agit de nier que l'intervention des Etats bourgeois dans l'économie capitaliste sous l'impulsion de l'impérialisme US au lendemain de la guerre et dans les décennies qui ont suivi, a permis de rétablir le marché mondial et une nouvelle division internationale du travail, qu'elle a donné une fantastique impulsion à la production et aux échanges internationaux.

Mais il faut préciser dans quelles conditions, à quelles conditions, et quels sont les aboutissants inévitables : en premier lieu, un monstrueux parasitisme, le volant d'entraînement d'une économie permanente d'armement, l'aboutissement ne pouvant être qu'une catastrophe économique et financière sans précédent rejetant l'humanité à des décennies et des décennies en arrière, cela à supposer que le processus se poursuive sans bouleversements sociaux et politiques radicaux.

Toutes les appréciations se rencontrent : il n'y a pas eu constitution d'un capital intégré à l'échelle de l'Europe des six, des neuf ou des dix, mais renforcement de la base nationale des entreprises capitalistes qui produisent pour le Marché commun comme pour le marché mondial. Il n'y a pas d'industrie européenne ni un système bancaire européen à six, à neuf ou à dix.

Dans un ouvrage édité en 1980 par la Commission des communautés européennes, Michel Godet et Olivier Ruyssem écrivent :

« L'Europe devrait tirer certains enseignements de l'exemple américain, car elle dispose elle aussi d'un immense marché (260 millions d'habitants) qui absorbe près de 90 % de sa production (le ratio-

économique européenne : un verdict sans appel

export sur PIB est de 8 % pour les Etats-Unis et de 12 % pour l'Europe si l'on exclut les échanges intra-communautaires. La grande différence, c'est que l'Europe n'a pas d'industrie à l'échelle européenne et que les différentes industries nationales se livrent à une concurrence sans merci. »

« L'année économique et sociale » de 1977 publiée par *Le Monde* reproduisait un tableau édité par *Fortune* des 50 premières firmes mondiales. Si l'on fait exception de la Royal Dutch Shell anglo-hollandaise dont le chiffre d'affaires s'élevait à 36 087 millions de dollars, derrière Exxon (USA), première avec un chiffre d'affaires de 48 630 millions de dollars, et General Motors (USA), deuxième avec un chiffre d'affaires de 47 181 millions de dollars, la première firme d'Europe est Unilever (Pays-Bas), dix-septième avec un chiffre d'affaires de 15 762 millions de dollars.

nales « américaines ». » (ouvrage cité plus haut).

L'importance de la CEE pour les multinationales américaines découle des chiffres que donne une statistique déjà citée : en 1960, les investissements américains en Europe s'élevaient à 6 681 millions de dollars, en 1977 ils s'élevaient à 60 591 millions de dollars. La plus grande partie de la croissance de ces investissements provient des profits réalisés et réinvestis sur place.

Pas d'intégration économique européenne

Toutes les publications, même à vocation « pro-européenne », soulignent un autre aspect des choses qui confirme ce qui précède : « Le grand marché européen n'est une réalité que pour les produits de consommation ou d'équipement dominant lieu à des achats privés. Les achats publics restent largement nationaux. » (*Profil économique*

été élaboré concerne la sidérurgie : le plan Davignon. Il implique la liquidation massive des capacités productives, la restructuration des industries sidérurgiques, les contingents, et la liquidation de dizaines de milliers d'emplois. Encore n'est-ce pas sans antagonismes et concurrence « déloyale » entre les différents groupes capitalistes soutenus par leurs États nationaux que ce plan a été élaboré et plus ou moins appliqué.

La liberté de circulation des marchandises et des capitaux elle-même est loin d'être totale : de multiples clauses de réserve permettent aux gouvernements de continger les importations de telle ou telle marchandise, d'établir éventuellement le contrôle des changes. Le développement économique des différents pays qui constituent la CEE, s'il est très peu et très mal combiné, est par contre totalement inégal.

Le déséquilibre des échanges entre pays est permanent. Ainsi, la couverture des importations françaises venant d'Allemagne fédérale par les exportations en direction de cette dernière oscille bon an mal an entre 80 et 90 %. La balance commerciale de l'Allemagne fédérale est bénéficiaire par rapport à tous les autres pays de la CEE.

Par contre, la balance commerciale de l'ensemble des pays de la CEE est déficitaire par rapport au Japon et aux USA. Encore faudrait-il analyser la structure des échanges, l'énorme disparité du niveau de la production, du niveau d'accumulation, des secteurs de production entre les pays de la CEE. Que l'on mesure la différence à tous ces points de vue entre l'Allemagne fédérale, la Grèce ou l'Eire. Il faudrait prendre également en compte le mouvement des capitaux, l'endettement de chaque pays, le taux d'inflation, etc., qui sont extrêmement inégaux.

Le Marché commun agricole est la grande réalisation de la CEE. Mais encore bien même l'horizon serait-il dégagé en ce qui concerne l'Europe agricole, il faut savoir que si depuis 25 ans la production a progressé de 8 % en moyenne annuelle entre 1961 et 1971 et de 6 % ensuite, elle s'est « accrue aux dépens de l'emploi ; l'agriculture occupe 9 % de la population active de la CEE en 1978, contre 17 % en 1960. Corrélativement, la part de la production agricole dans le PNB s'est réduite (5 % contre 8 %). » Or, de plus, on le sait, le Marché commun agricole va de crise en crise et chaque année, il est menacé de dislocation. Il n'est pas possible d'entrer ici dans l'analyse de son fonctionnement extraordinairement complexe.

Il suffit de savoir que les pays dont la production agricole est déficitaire entendent limiter le plus possible les subventions à l'agriculture, lesquelles profitent à ceux dont la balance des exportations et importations agricoles est bénéficiaire ; que par contre, ils entendent maintenir ce qui est appelé les « montants compensatoires » attribués à la production agricole des pays à monnaie « forte » ; que les antagonismes s'aiguisent entre pays dont la production agricole est importante et dont les productions se recoupent (France, Italie, Grèce, demain Espagne). L'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE a encore aggravé ces contradictions, le gouvernement anglais s'efforçant de maintenir les courants d'échange traditionnels de l'économie anglaise.

Depuis plusieurs années, non seulement il y a régression massive des exploitants agricoles, mais les cours fixés à Bruxelles aboutissent à une diminution considérable des revenus des petits exploitants.

La dislocation de la CEE ?

Au total, non seulement il n'y a pas d'intégration économique entre les différents pays capitalistes d'Europe, mais accentuation de l'inégalité, des disparités, des antagonismes, des contradictions, du nationalisme économique sur le terrain d'une union douanière et d'un marché commun dont le capital américain et le capital japonais profitent largement. L'élargissement de la CEE à l'Angleterre, au Danemark, à l'Eire, n'a fait qu'accroître ces contradictions ; l'intégration de la Grèce aujourd'hui, de l'Espagne et du Portugal demain contribuera à les aggraver encore.

La mise sur pied d'un budget européen et du système monétaire européen ne contredit en rien cette appréciation. Ce budget est très limité et marginal par rapport aux budgets des États. Une étude officielle de la CEE établit qu'en 1978, il représentait 0,8 % du PIB et 2,5 % de l'ensemble des budgets nationaux des neuf. Quant au SME, il s'agit essentiellement d'une remise en fonction du serpent monétaire européen tendant à établir des parités relativement fixes entre les monnaies européennes pour pallier l'effondrement du système monétaire international mis au point à Bretton Woods et reposant sur la libre convertibilité du dollar en autres monnaies et en or.

Le serpent européen s'était rapidement désarticulé. L'Angleterre, la France et d'autres pays s'en étaient retirés, c'est-à-dire avaient déclaré que les cours de leurs monnaies seraient désormais flottants, qu'ils dénonçaient l'obligation de soutenir les cours de ces monnaies par rapport aux autres monnaies dans les limites données en utilisant leurs réserves de change.

Le SME, qui a pris effet le 13 mars 1979, reprend les limites de variation des monnaies les unes par rapport aux autres de 2,25 en plus ou en moins du cours pivot de chaque monnaie. Mais l'Italie est autorisée à des fluctuations de la lire de plus ou moins 6 %. L'Angleterre, quant à elle, ne participe pas au SME. Le système monétaire européen est extrêmement fragile.

Déjà, plusieurs dévaluations ou réévaluations de monnaies qui y participent ont été réalisées. Mais surtout, le SME subit une pression énorme qui tend à le disloquer du fait de la disparité de la situation économique et monétaire de chaque pays, de l'inflation, de la spéculation financière et particulièrement de la guerre des taux d'intérêts que l'impérialisme US a engagée.

Reste « l'organisation politique de l'Europe ». Rien n'a changé sur le fond. L'élection au suffrage universel du « Parlement européen » n'a pas changé son manque de pouvoir réel. Ce sont toujours les gouvernements et les États bourgeois nationaux qui décident en fonction des intérêts respectifs du capital de leur pays. L'intégration politique est impossible dans le cadre du maintien du régime capitaliste comme l'est l'intégration économique.

D'autant plus que les systèmes politiques bourgeois ont leurs particularités qui tiennent à l'histoire propre du développement capita-

liste et de la bourgeoisie dans chaque pays. Mais en outre, le cours de la lutte des classes en Europe, s'il est combiné et de façon de plus en plus étroite, n'en est pas moins inégal et particularisé. La bourgeoisie ne peut faire abstraction de cet aspect majeur et en fin de compte déterminant.

La CEE n'a pas évité la crise économique endémique qui sévit depuis 1973-1974 dans les pays capitalistes. De 1973 à 1978, la croissance moyenne du PIB n'a été que de 2 %. En 1980-1981, la tendance a été à une augmentation nulle sinon à une régression du PIB. Bien entendu, tout cela avec de grandes inégalités entre pays. La conjoncture de crise aux USA se répercute durement sur la CEE et réciproquement. Aujourd'hui, aux USA comme en Europe, le taux de chômage oscille entre 9 et 10 % de la population active, entre 9 à 10 millions de chômeurs, au total officiellement 26 millions pour les pays de l'OCDE.

Bien sûr et comme toujours, pour ce type de problèmes, le test de la viabilité de la CEE, c'est sa capacité à résister à la force dislocatrice d'une crise économique. La crise endémique qui sévit avec des hauts et des bas, l'a déjà mise à rude épreuve mais elle ne l'a pas disloquée, pas plus qu'elle n'a disloqué le marché mondial et la division internationale du travail, bien que les échanges mondiaux aient diminué en 1981.

C'est que les différentes puissances impérialistes, les bourgeoisies, leurs gouvernements, leurs États, ont conscience que la dislocation de la CEE comme du marché mondial, l'effondrement économique du capitalisme sonneraient le glas du système. Malgré toutes les contradictions et antagonismes, ils font le maximum pour maintenir un minimum de politique économique et financière commune.

A cette fin, ils utilisent à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale toutes les ressources dont disposent les États nationaux et les organismes internationaux. Mais précisément, les expédients s'épuisent, le Marché commun tend à se disloquer et le marché mondial également sous l'effet des contradictions propres au capital parvenu au moment actuel de l'époque de l'impérialisme.

La déstabilisation économique et financière de l'Europe de l'Est menace de provoquer une crise majeure économique et financière pour le Marché commun. A plus forte raison, les développements de la lutte des classes à l'ouest comme à l'est de l'Europe, conséquences de l'impasse des régimes bourgeois et des régimes bureaucratiques des pays où le capital a été exproprié, sont-ils à leur tour un élément moteur qui pousse à une crise économique et financière majeure.

Après 25 ans de CEE, la réponse est claire : le capitalisme est incapable d'avoir un rôle progressif, d'unifier économiquement l'Europe, laquelle de plus ne peut être réduite à l'Europe de l'Ouest. La solution dépend de la révolution prolétarienne, de sa victoire à l'Ouest comme à l'Est. Seul le prolétariat peut unifier économiquement et politiquement l'Europe en prenant le pouvoir, en construisant le socialisme et en réalisant les conditions des États-Unis socialistes d'Europe.

Stéphane Just,
le 20 avril 1982



Manifestation de paysans à Paris, le 23 mars 1982.

Toutes celles qui précèdent sont américaines. ENI (Italie) est dix-huitième : 11 521 millions de dollars, Renault (France) est vingtième : 9 352 millions de dollars, Hoescht est vingt et unième : 9 332 millions de dollars.

Les « multinationales », ce ne sont pas des firmes aux capitaux sans base nationale mais des firmes nationales à activités multinationales possédant ou contrôlant de multiples filiales dans de nombreux pays.

« Pour montrer la puissance des firmes multinationales, il suffit de rappeler que le chiffre d'affaires de General Motors est supérieur au PNB de la Belgique et du Luxembourg réunis, que celui de Ford dépasse celui de la Norvège. Il n'est pas surprenant que l'on ait pu dire que l'industrie américaine est devenue la « troisième puissance économique mondiale ».

C'est en ce sens que le déclin relatif américain constaté en termes de comparaison statistique du PNB est loin d'être évident si l'on tient compte de la production réalisée à l'étranger par les firmes multinationales.

de la France au seuil des années 1980).

Or, l'on sait que les commandes des États ont à l'époque actuelle une importance économique décisive. De même pour tout ce qui concerne le développement de l'énergie, des transports, des industries les plus importantes, chaque État national développe sa propre politique, souvent antagoniste à celle des autres États. Par exemple, l'ensemble des nationalisations industrielles et celle du système du crédit en France a comme but de réunir les conditions pour constituer des industries de pointe ou fondamentales françaises compétitives afin de donner au capital français les moyens de faire face à la concurrence sur le marché de la CEE et sur le marché mondial.

En conséquence, loin de déprimer, de s'effacer devant un État supranational des pays de la CEE, les États nationaux ne cessent de se renforcer et de jouer un rôle économique et financier de plus en plus important. Les budgets des États nationaux en sont un autre témoignage.

Dans le domaine industriel, le seul plan commun important qui a

ESPAGNE

La question nationale et la crise de l'appareil stalinien

En Espagne, c'est un processus d'éclatement que connaît aujourd'hui l'appareil stalinien. La perte considérable d'influence subie dans le mouvement ouvrier et parmi les masses, les constants revers électoraux ont été suivis par des scissions de haut en bas, depuis la direction jusqu'aux cellules et regroupements de base, qui ont entraîné la majorité du PC d'Euskadi et du PSUC de Catalogne. Mais les choses n'en sont pas restées là.

Quand, le 14 mars, deux cent mille manifestants sont descendus dans les rues de Barcelone pour affirmer leurs aspirations démocratiques et nationales, le PSUC (le PCE en Catalogne) s'est ouvertement divisé en deux. Un PSUC majoritaire avec un cortège d'environ 5 000 manifestants, dont la principale banderole comportait le mot d'ordre d'« autodétermination », et un petit cortège de quelques centaines de manifestants représentant le PSUC officiel, l'appareil stalinien de Santiago Carrillo, qui tiendra dans quelques jours son VI^e Congrès après avoir expulsé 70 % des militants depuis le V^e Congrès, où s'était constituée une majorité opposée à l'orientation dite eurocommuniste, et qui, aujourd'hui, à la suite de la scission, a formé le PSUC (« communiste »).

PERSONNE n'est mieux placé que les dirigeants du PCE — et cela se lit en quelque sorte en « négatif » dans leur politique opposée aux aspirations nationales — pour savoir à quel point l'oppression nationale est un pilier central de l'Etat franquiste en décomposition et combien la question nationale est un levier essentiel de sa destruction.

C'est en particulier au Pays Basque et en Catalogne que la politique de « sauvetage de la monarchie » (unité nationale) de l'appareil stalinien se dresse contre les aspirations nationales des peuples opprimés auxquelles la bourgeoisie a été historiquement incapable de répondre, et aboutit à l'échec.

La défense intransigeante de la monarchie contre la démocratie — démocratie incompatible avec l'Etat monarchique centraliste — a provoqué une différenciation politique aiguë qui, se développant au cours des IX^e et X^e Congrès du PCE, a débouché au stade actuel sur des scissions.

A la tête des regroupements qui apparaissent, se trouvent des membres du comité central, appartenant à la direction constituée par Carrillo dans la période du « Pacte pour la liberté », et jouissant d'une grande influence parmi les professions libérales et les étudiants.

Scissions en chaîne

L'appareil, les organisations de masse du PCE se sont, dans les dernières années, heurtés au mouvement des masses de telle manière qu'il est aujourd'hui difficile de comprendre, au travers de la composition et des rapports actuels du PCE, ce qu'il était, il y a encore quelques années, quand il exerçait une influence dominante non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans la jeunesse, les professions libérales et la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

Dans les derniers mois, après le coup de force stalinien de Jaruzelski par rapport auquel le comité central du PCE préconise une entente nationale polonaise entre la bureaucratie, l'Eglise et Solidarité, on a assisté à la dispersion la plus grande qu'on n'ait jamais vue des forces organisées issues du sein de l'appareil stalinien.

Le PCE se disloque, en premier lieu à cause de sa politique monarchique, qui se combine en outre avec les effets de la crise d'ensemble de l'appareil stalinien international, dont il est une aile, l'aile la plus restaurationniste, et au

sein de laquelle on trouve les nuances les plus diverses de la pensée politique.

La description de l'éventail des forces qui ont abandonné la discipline de l'appareil de Carrillo exige une explication qui aide à comprendre ce processus de dislocation.

Les différents « regroupements »

Par ordre d'importance décroissante, il faut citer :

• Le PSUC (communiste). Organisé par 29 membres du comité central du PSUC, sanctionnés et expulsés, qui se sont constitués en direction provisoire dirigée par Juan Ramos et Pere Ardiaca. Ils sont majoritaires par rapport au PSUC officiel qui s'est lui-même divisé en « léninistes » (minorité) et eurocommunistes (majorité). Sa constitution s'est faite sur la base de « propositions pour un congrès démocratique, de participation et d'unité du PSUC », congrès prévu pour ce mois d'avril.

Sur le terrain international, ils critiquent la pratique « eurocarrilliste » en raison de « son attaque permanente contre les pays socialistes jusqu'à justifier la rupture, en particulier avec l'Union soviétique », et choisissent comme élément de différenciation par rapport à la politique nationale de Carrillo le mot d'ordre d'autodétermination pour la Catalogne et de « Non à l'ANE (accord national sur l'emploi) ».

• Les « Lerxundistes », c'est-à-dire la majorité du PCE (EKP) en Euskadi. Ils ont rompu d'avec le PCE et constituent avec d'autres forces

la « Gauche pour le socialisme », organisation nationaliste petite-bourgeoise dirigée par Bandres et Onaindia.

• L'ARI (Regroupement pour la rénovation de la gauche). Organisation qui se réclame d'un eurocommunisme conséquent, dirigée par Azcarate (responsable des relations internationales de Carrillo durant des dizaines d'années), et par l'ancien responsable municipal du PCE, Carlos Alonso Zaldivar, organisation dont font partie bon nombre de conseillers municipaux.

Organisation de rupture ouverte avec la classe ouvrière et qui suit la voie ouverte par Tamames, un des hommes clés du groupe de pression « Fondation pour la démocratie », visant à constituer un « parti charnière » qui barre la voie au PSOE.

• La « Plate-forme des 200 ». Formée par des secteurs militants jouissant de positions à la direction des Commissions ouvrières de Madrid. Ils sont encore à l'intérieur du PCE, bien que des procédures d'expulsion soient en cours contre certains de leurs membres les plus connus, comme Cabo (responsable du PCE pour la zone sud) et le secrétaire des Commissions ouvrières de Madrid, Fidel Alonso.

Comme on le sait, dans les Commissions ouvrières, Marcelino Camacho s'est opposé aux expulsions de ces dirigeants et a été menacé par Carrillo. Cependant, des dirigeants ouvriers de Chrysler comme Eusebio Calle et Santa Maria ont déjà été expulsés. Et des regroupements du PCE ont été dissous parce qu'ils étaient dirigés par ce courant (qui soutient les positions de Ardiaca, dirigeant du PSUC (« communiste ») de Catalogne), comme c'est le cas pour les regroupements Centro, Arganzuela et Salamanca de Madrid. Ils ont tenu un meeting dernièrement avec quelque mille personnes, contre la déclaration du comité central du PCE sur la Pologne et en soutien au PSUC (« communiste ») et ses thèses votées au V^e Congrès contre l'« eurocommunisme ».

• Les courants d'« Unification des communistes », journal qui coordonne le « Collectif de réunification communiste », « Militants du PCE organisés en cellules », la « Coordination des léninistes du PCE », et le « Parti communiste d'Espagne unifié ». Parmi ces collectifs qui s'affrontent tous au nom

de mille et un conflits d'appareil, se détachent Francisco Garcia Salve, dirigeant des Commissions ouvrières, Sagaseta, député aux Cortes pour le Peuple canarien uni (organisation nationaliste canarienne).

Rien ne permet de penser à un réel processus d'unification des différentes fractions ; tout au contraire, ce qui domine la situation du PCE, c'est la dispersion et la crise politique et organisationnelle que connaissent des dizaines de milliers de militants ouvriers.

Les positions contradictoires face au coup de force de Jaruzelski ne permettent pas le regroupement des différentes formations nées de multiples scissions.

Le PCE s'enfoncé, sans pouvoir sauver le régime de la monarchie franquiste

Pour le malheur des plans staliens dans des pays comme l'Espagne où la bourgeoisie n'a pas mené à leur terme les tâches de la révolution démocratique, les mots d'ordre démocratiques et nationaux — que le PCE combat — se trouvent au cœur même du mouvement de la révolution prolétarienne.

Les institutions du franquisme en décomposition, qui se maintiennent face aux masses uniquement grâce à la politique de collaboration de classes des dirigeants du PCE et du PSOE et qui restent la colonne vertébrale de l'Etat bourgeois, sont incompatibles avec le mouvement indépendant des masses exploitées et opprimées.

Bien qu'il freine le développement de la crise de domination politique de la bourgeoisie et de son Etat, malgré tous ses efforts, l'appareil stalinien ne pourra pas sauver le régime de la monarchie franquiste.

La crise et la dispersion du PCE sont en elles-mêmes annonciatrices du fait que le terrible obstacle qui a défendu en première ligne le régime à la mort de Franco, ou qui a sauvé Suarez face à la mobilisation au lendemain de l'assassinat des avocats ouvriers d'Atocha, qui organise le carrousel des grèves tournantes contre la grève de masse, voit ses forces décimées.

Et plus important encore, un gouffre s'est ouvert entre l'appareil stalinien et les masses qui ne peut qu'aller vers le divorce total.

La stratégie de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne préservant l'ordre en crise de Yalta et de Potsdam, a été celle du maintien des Etats bourgeois en Europe tels qu'ils sont.

Les « autonomies », qui nient le droit à l'autodétermination des peuples, n'ont pas réglé mais aggravé la question nationale en Espagne. La LOAPA (Loi organique d'harmonisation du processus d'autonomie), qui tente de régulariser la réforme d'autonomie, se trouve disqualifiée avant même que ce projet ait été voté comme loi par les Cortes de la monarchie. L'usure du PCE défendant le centralisme oppresseur ne peut que continuer, s'aggraver plus encore, alors que se préparent de grandes mobilisations pour l'Aberri Eugna basque, le San Jordi catalan, et surtout en Andalousie où les masses aspirent à utiliser la prochaine échéance électorale pour signifier leur volonté politique d'en finir avec le gouvernement Calvo Sotelo.

Raul Gomez

BELGIQUE

Vers

Le 8 février dernier, la Belgique était paralysée par une grève générale de 24 heures appelée par le syndicat ouvrier, la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB). Le refus de la direction de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) de s'associer à cette action n'a eu des résultats que dans certaines régions de Flandre où la CSC est majoritaire. Mais dans les grands secteurs — ports de Gand et d'Anvers, sidérurgie à Gand, mines du Limbourg —, tout comme en Wallonie et à Bruxelles, l'unité a été imposée et la grève a été totale.

Trois jours plus tard, le 11 février, 10 000 sidérurgistes de Liège et de Charleroi auxquels s'étaient joints des travailleurs des chantiers navals de Cockerill-Yards (près d'Anvers) dont la faillite avait été annoncée la veille, montaient à Bruxelles et s'affrontaient à la gendarmerie. C'est que, aux cris de « Martens (Premier ministre) au poteau ! », les sidérurgistes voulaient se rendre au siège du gouvernement, situé dans la « zone neutre » où tout rassemblement et toute manifestation sont interdits. L'objectif des travailleurs, exprimant celui de toute la classe ouvrière, était clair : chasser le gouvernement Martens !

CE gouvernement vomé par la classe ouvrière, mis en place à la mi-décembre dernier, est le premier gouvernement bourgeois

FRANCE

Les

Aux dernières élections cantonales en France qui ont eu lieu le mois dernier, comme nous l'indiquions dans le numéro 3 de *Tribune internationale-La Vérité*, une fraction des masses laborieuses et de la jeunesse a refusé de voter pour une politique de concessions aux capitalistes et aux banquiers. Quelques jours après le résultat de ces élections qui ont représenté une sanction et un avertissement, les hommes politiques de la bourgeoisie française ont des raisons de se féliciter et d'exulter en ce qui concerne la politique suivie par le gouvernement de front populaire.

Ils apprécient en effet comme une victoire de leurs pressions et de leur chantage la décision de Pierre Mauroy, Premier ministre, d'ajourner l'abrogation de la loi Sécurité et Liberté. Cette loi scélérate avait été mise au point alors que le gouvernement Giscard entraînait dans les derniers mois de son existence. Pour préserver les profits des capitalistes, cette loi institutionnalisait l'arbitraire fait de chaque jeune, chaque travailleur, chaque chômeur, chaque immigré, la possible victime impuissante de l'arbitraire policier et juridique.

LA reculade sur la loi Peyrefitte, la protestation que cela souleva, y compris jusque dans les rangs du Parti socialiste français, était-ce un simple accident de parcours ? Quelques jours plus tard, Michel Crépeau et Maurice Faure, éminentes personnalités du parti bourgeois du Mouvement des radicaux de gauche, se sont empressés de joindre leurs voix à celles des partis gaulliste du RPR ou giscard-



l'explosion

homogène depuis 5 ans. Au cours de ces cinq années, se sont succédés 6 gouvernements de coalition entre les Partis socialistes (le Parti socialiste belge a été scindé en 1978 par ses dirigeants, et un Parti socialiste francophone — PS — et un Parti socialiste flamand — SP) et les partis bourgeois.

A peine mis en place, le nouveau gouvernement PSC-CVP (sociaux-chrétiens francophones et flamands) PRL-PVV (libéraux francophones et flamands) obtenait de sa faible majorité parlementaire une loi de « pouvoirs spéciaux » lui permettant de légiférer dans un large domaine, pendant un an, par voie d'« arrêtés royaux ». Ces pouvoirs spéciaux permettent au gouvernement d'engager, sans contrôle du Parlement, une large offensive contre la classe ouvrière, en s'attaquant à ses acquis fondamentaux : liaison des salaires à l'indice des prix, assurance maladie-invalidité, allocations de chômage, pensions, statut des fonctionnaires, normes de population scolaire, horaire des enseignants, etc. En outre, il s'agit pour le gouvernement d'assainir les finances publiques et de « rationaliser » les « secteurs en difficulté » tels la sidérurgie et le textile. Parallèlement, ce sont des milliards de cadeaux au patronat pour « rétablir la rentabilité des entreprises ».

Serait-ce que la bourgeoisie belge se sentirait tout à coup forte face au

puissant prolétariat belge ? Loin s'en faut. Au cours de ces dernières années, la classe ouvrière a infligé une série de défaites politiques à la bourgeoisie, faisant chuter les gouvernements les uns après les autres, imposant par deux fois aux dirigeants des PS qu'ils rompent la coalition gouvernementale avec les partis bourgeois. Cette résistance acharnée de la classe ouvrière a aggravé la crise de la bourgeoisie, amenant le capital financier international à qualifier la Belgique « d'homme malade de l'Europe ». C'est le dos au mur, mais avec le plein soutien du roi et de ses gendarmes et avec la bénédiction de l'Eglise catholique, que la bourgeoisie a pris le risque d'un affrontement sans précédent avec la classe ouvrière.

La réaction du prolétariat ne s'est pas fait attendre. Forts de leurs combats antérieurs qui, déjà en décembre 1980, janvier 1981, tendaient vers la grève générale, les ouvriers ont, dès l'annonce des mesures gouvernementales, en janvier, exprimé l'exigence de la grève générale « au finish » dans des assemblées imposées dans les usines, par des pétitions à leurs dirigeants, dans des congrès et meetings syndicaux. C'est en réponse à cette exigence que les dirigeants de la FGFB ont donné le mot d'ordre de 24 heures de grève générale nationale le 8 février dernier, mais seule-

ment trois semaines après le vote des pouvoirs spéciaux et après que des actions de grève dans différentes entreprises ont été difficilement contenues par les dirigeants.

Les dirigeants des PS et de la FGFB s'étaient écriés : « Les pouvoirs spéciaux, ce sont les pleins pouvoirs ! », « Ce gouvernement, c'est le gouvernement des banquiers, c'est le gouvernement de la minorité capitaliste contre la majorité du peuple ! » ; mais, à aucun moment, ils n'ont appelé au renversement de ce gouvernement. Les dirigeants de la FGFB, prenant prétexte du soutien apporté au gouvernement par la très sainte direction de la Confédération des syndicats chrétiens, n'ont pas cessé — puisque l'unité n'était pas réalisée — de s'opposer ouvertement à l'exigence de grève générale au finish, lui opposant la division des grèves et actions tournantes limitées et sans lendemain.

Une formidable combativité

En dépit de ses relations de plus en plus ouvertement contradictoires avec ses dirigeants, la classe ouvrière n'a pas cessé d'affirmer sa formidable combativité : 8 février, grève générale de 24 heures ; 11 février, manifestation de 10 000 sidérurgistes à Bruxelles ; du 22 au

26 février, après l'annonce de la dévaluation du franc belge en même temps que le blocage de la liaison des salaires à l'indice des prix, débrayages spontanés à Liège, Charleroi, Namur, débordant ensuite les mots d'ordre régionaux de 24 heures de grève donnés par les centrales FGFB en réponse aux premiers débrayages.

Durant cette même semaine, les sidérurgistes du bassin wallon partent en grève illimitée ; durant le mois de mars, grèves tournantes en Wallonie, puis dans tout le pays ; le 16 mars, nouvelle manifestation des sidérurgistes à Bruxelles et affrontements violents avec la gendarmerie, faisant de nombreux blessés et conduisant à 6 arrestations ; ce même jour, les enseignants de la région de Mons partent en grève illimitée, cherchant à faire débrayer les autres secteurs, ce qu'ils réussissent au point que le 18 mars, suite à une assemblée interprofessionnelle de délégués, la FGFB régionale doit donner un mot d'ordre de grève d'au moins une semaine ; le 25 mars, la grève s'étend chez les enseignants qui, dans toute la Wallonie et à Bruxelles, la poursuivent tout ou partie de la semaine suivante ; les lycéens et les étudiants entrent dans le mouvement et commencent à organiser leurs comités ; 26 mars, nouvelle grève générale nationale de 24 heures à l'appel de la FGFB ; 31 mars, grève générale nationale des enseignants avec manifestation nationale de quelque 40 000 participants enseignants et étudiants.

Les données d'une explosion révolutionnaire

Cependant, l'appareil syndical de la FGFB, contrôlé par la social-démocratie, parvient à faire rentrer les sidérurgistes, d'abord à Charleroi, puis à Liège ; il parvient à faire arrêter la grève interprofessionnelle

de Mons tout en empêchant son extension à Charleroi ; à la veille des vacances de Pâques, les enseignants suspendent leur grève, non sans que le comité national de leur syndicat ne réclame de la FGFB un mot d'ordre de « grève générale interprofessionnelle sans limitation de durée » ; des manifestations d'enseignants liées à une agitation pour la grève interprofessionnelle sont organisées pendant les vacances scolaires.

Une formidable bataille est en cours au sein du mouvement ouvrier pour lever les obstacles à l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour en finir avec le gouvernement Martens par la grève générale au finish.

La bataille en cours se poursuit, marquée par une profonde maturation politique qui trouve une expression croissante dans les organisations traditionnelles, syndicales et politiques. C'est ainsi que l'exigence de la grève générale au finish fraie de plus en plus sa voie dans les congrès syndicaux, malgré le « filtrage » des délégués. Les Jeunes socialistes se sont prononcés pour chasser le gouvernement par la grève générale et ont décidé de participer à la « marche des jeunes pour l'emploi » organisée le 24 avril pour en faire une marche des jeunes pour chasser le gouvernement. Le congrès du PS, les 27 et 28 mars, a vu la direction du parti partiellement débordée sur sa gauche.

Quels que soient les zigzags de la lutte des classes, au travers de l'engagement dans la lutte de couches de plus en plus larges des masses, par l'expérience accumulée et la profonde maturation politique, face aux attaques de la bourgeoisie confrontée aux tendances à la dislocation de l'Etat belge, mûrissent toutes les données d'une explosion révolutionnaire.

Serge Barrot,
le 18 avril 1982

contradictions s'accumulent

dien de l'UDF pour approuver la mesure prise.

Dans le même temps, Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, s'exclama : « Si les syndicats veulent le retour de la droite, ils n'ont qu'à continuer leurs agissements actuels. » Il faut dire que M. Delors a été le principal conseiller de Pompidou et de Chaban-Delmas, l'inspirateur des projets réactionnaires de « l'alternance école-entreprise », mettant l'école sous la coupe des besoins du patronat.

Et, au moment même où cet homme prétendait prescrire au mouvement syndical la conduite à tenir à l'égard de la réaction bourgeoise, éclate une querelle à l'intérieur du gouvernement. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, veut institutionnaliser le fait que les policiers français peuvent faire usage de leurs armes à feu après sommations, ce qui n'est pas autorisé aujourd'hui.

Cette proposition est vivement contestée par R. Badinter, ministre de la Justice. Le différend entre les deux ministres, longuement étalé dans la presse, réjouit un homme comme Peyrefitte, l'instigateur de la fameuse loi « Sécurité et Liberté ».

Ce qu'exigent du gouvernement les capitalistes et les banquiers

Capitalistes et banquiers, hommes politiques de la bourgeoisie exigent du gouvernement qu'il accomplisse les tâches nécessaires à la bourgeoisie et contre lesquelles, les

10 mai, 14 et 21 juin 1981, Giscard a été chassé, F. Mitterrand investi avec une majorité de députés PS-PCF à l'Assemblée nationale. Dans une lettre soumise par les militants du PCI à la signature massive des travailleurs, jeunes et militants, lettre adressée à F. Mitterrand, L. Jospin et G. Marchais, il est dit à ce propos :

« Ce qu'exigent de votre gouvernement les capitalistes et les banquiers : ils exigent le droit d'utiliser les nationalisations, que les représentants du grand capital contrôlent, pour poursuivre les plans de restructuration et de licenciements, en utilisant les milliards qui leur ont été alloués.

Ils exigent l'aggravation des conditions de travail en refusant l'embauche d'effectifs dans les PTT, la santé publique.

Ils exigent de pouvoir s'approprier les milliards des fonds de la Sécurité sociale. Ils exigent, et avec eux la réaction cléricale qui mobilise ses forces, que soient alloués de nouveaux milliards à l'école privée et confessionnelle, alors que l'école publique est asphyxiée faute de moyens. Ils exigent que soit porté atteinte au statut de la fonction publique, qu'impôts et loyers augmentent (...). »

Ce que veulent les travailleurs

Les travailleurs et les jeunes qui ont investi une majorité PS-PCF veulent, eux, des garanties réelles.

Garanties pour l'école publique : ainsi, dans l'académie d'Amiens, à Hirson, près de 80 travailleurs se sont rassemblés dans une confé-

rence pour préparer le rassemblement du 9 mai décidé par le Comité national d'action laïque (CNAL). Ils déclarent : « Face à la situation créée par 23 ans de démantèlement et d'asphyxie budgétaire, des milliards de fonds publics étant détournés chaque année vers l'école privée, la rénovation de l'école publique passe par le respect immédiat de l'exigence : "Fonds publics uniquement à l'école publique ! Abrogation immédiate des lois Debré, Pompidou et Guemur !" »

Nous appelons à constituer partout, dans les établissements scolaires, les quartiers, les villages, les entreprises, des comités d'action laïque pour mobiliser les laïques de toutes tendances et préparer dans l'unité la manifestation du 9 mai au Bourget. »

Garanties du droit à la santé : des milliers d'hospitaliers à Lyon, confrontés à l'asphyxie des services due au manque d'effectifs, à l'insécurité des malades, ont décidé de se mettre en grève. Pour eux, l'ancien ministre de Giscard, Barrot, a été chassé pour en finir avec cette situation. Le ministre Ralite a été désigné pour une autre politique.

Garanties contre le chômage et les licenciements : ainsi, au centre de tri PTT d'Orléans, quatre auxiliaires ont été licenciés. L'un d'eux dit : « Quand, après avoir voté le 10 mai, j'ai entendu le nouveau gouvernement parler de guerre au chômage, je ne m'attendais pas à être licencié quelques mois plus tard. Je n'accepte pas cette situation, c'est trop grave. » Ce ne sont pas les licenciements qu'il faut décider, mais les

nombreuses embauches nécessaires ! Des centaines de milliards sont distribués aux patrons à titre d'indemnisation, des primes de tous ordres. « Ces milliards permettraient, si une autre politique était appliquée, l'embauche massive, la satisfaction des revendications. » Voilà ce que disent les travailleurs.

Garanties pour le service militaire à 6 mois : à l'initiative des cellules jeunes du PCI circule un appel déjà contresigné par des centaines de jeunes. Les jeunes travailleurs, lycéens, apprentis n'acceptent pas que le chômage des jeunes serve de prétexte pour maintenir le service militaire à un an.

Alors que les capitalistes et les banquiers conduisent au chômage massif, on leur offre comme seul débouché... l'armée ! S'adressant aux groupes parlementaires du PS et du PCF, ils déclarent : « La mesure dont vous avez pris l'engagement, de réduire à 6 mois le service militaire, vous devez, vous pouvez immédiatement la prendre, au nom de la majorité dont vous disposez à l'Assemblée nationale ! »

Dans ce que veulent les travailleurs et les jeunes du gouvernement et de la majorité PS-PCF, il y a aussi les garanties pour de meilleurs salaires en rapport avec la hausse du coût de la vie, les garanties que la réduction du temps de travail se réalise sans contrepartie, avec maintien des avantages acquis et embauche immédiate... Mais pour tout cela, il faut changer de cours !

Comment est-il possible de satisfaire les revendications, de garantir un avenir à la jeunesse sur une politique de concessions au capital ? Est-il tolérable d'entendre Michel Rocard, élu contre la politique de Giscard-Barre, préconiser de diminuer de 3 milliards et demi le budget de la santé ? Il faut une autre politi-

que ! Il faut s'avancer sur une autre direction que celle suivie depuis le 10 mai.

Et comment s'avancer sur une autre direction qui donnerait satisfaction aux revendications, avec un gouvernement Delors qui propose le blocage des salaires, Dreyfus qui propose comme Monory la programmation des licenciements, Questiaux qui dans les services de Sécurité sociale reprend, avec les mêmes hommes, les études de son prédécesseur Barrot pour démanteler la Sécurité sociale ?

Il faut changer de cours !

La lettre ouverte à F. Mitterrand, L. Jospin et G. Marchais se termine par le fait qu'il est impossible d'évaluer une réponse claire à cette question : le cours suivi depuis le 10 mai est précisément la cause essentielle de l'échec aux cantonales :

« Poursuivre ce cours entraîne au niveau gouvernemental stagnation, reculs, malentendus, conflits, frictions. Poursuivre ce cours, c'est fournir au grand capital et à ses partis RPR-UDF les moyens de déstabiliser la majorité issue du 10 mai. Il n'y a pas d'autres termes à l'alternative :

— Ou bien un gouvernement qui gouverne en conformité avec les exigences du grand capital, et alors la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale est inutile. Elle disparaîtra.

— Ou bien la majorité PS-PCF, qui ne peut ni rétrograder, ni piétiner sur place, qui ne saurait exister qu'en allant de l'avant, prend les initiatives qu'impose la situation. Auquel cas, la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale prend intégralement tout le pouvoir en main, contre les capitalistes, et institue le gouvernement PS-PCF sans ministres représentant ou défendant les intérêts de la bourgeoisie. Il n'y a pas d'autre issue positive. »

H. Vigier,
le 20 avril 1982.

TCHECOSLOVAQUIE

Le printemps n'a pas fleuri en serre (II)

Nous poursuivons dans ce numéro la publication entamée dans le n° 3 de *Tribune internationale-La Vérité* d'une série d'articles de Pierre Broué, à propos du livre de Zdenek Mlynar *Le Froid vient de Moscou* (1).

UNIVERSITAIRE, ancien étudiant à Moscou, bientôt docteur ès-sciences politiques avec une thèse sur Machiavel, le jeune Zdenek Mlynar était, dans les années soixante, promis à un bel avenir dans la Tchécoslovaquie d'Antonin Novotny. Collaborateur épisodique du *Rudé Pravo* pour des articles de « théorie », animateur d'un « groupe de travail » chargé de mâcher la besogne des dirigeants, il monta très vite en grade, devenant même secrétaire du comité central sans avoir été auparavant membre de cet organisme.

De même qu'il avait été à Moscou, à la faculté comme dans la rue, un excellent observateur de la société russe, de même, le jeune apparatchik instruit qu'il est devenu à son retour se révèle un remarquable connaisseur de l'appareil du pouvoir. C'est d'un point de vue pratique qu'il aborde la question des couches différentes de cet appareil et du pouvoir réel de chacune : une connaissance indispensable pour quiconque se meut dans cet univers, et c'est là qu'il se meut.

Derrière les titres officiels, agit une hiérarchie cachée qui fait qu'un général baisse la tête devant un capitaine, et un ministre devant un collaborateur du secrétariat du comité central : au-dessus des gens de la sécurité d'Etat se tiennent ces hommes, peu nombreux, partout à des postes clés, rarement en vue, ces « camarades » dont il écrit que leur parler « revient à parler à Moscou même ».

C'est également avec une grande lucidité et une réelle honnêteté qu'il décrit les privilèges énormes dont jouissent les dirigeants d'un pays dit « socialiste » : salaires dix fois supérieurs à celui d'un cadre ordinaire, maisons et voitures de fonction, services spéciaux gratuits, frais de transport, représentation et séjour, cliniques réservées, villages de vacances de villas luxueuses protégés des importuns, il a joui de tous ces privilèges et sait combien ils engendrent corruption, pourrissement — c'est le mot qu'il emploie — et décomposition morale.

Une situation paradoxale

A l'époque où cet homme encore jeune n'est qu'un haut fonctionnaire parmi d'autres privilégiés, il accepte sans trop de difficultés la situation paradoxale qui fait de lui un « communiste réformiste » dans un tel milieu, le seul selon lui susceptible alors d'élaborer, voire faire appliquer des réformes, puisque c'est celui de l'appareil du pouvoir.

Une telle situation est aujourd'hui inimaginable après la « normalisation ». « Pour la majorité des fonctionnaires de Husak, écrit-il, il n'est plus question de socialisme, d'intérêts de la société dans son ensemble, pas même des tâches du PC dans le cadre de sa "mission historique", mais uniquement de pouvoir personnel et d'avantages personnels. »

Peut-être a-t-il raison lorsque, s'interrogeant sur les raisons du succès populaire du programme de « démocratisation » du PCT et de « réformes » de la société tchécoslovaque entrepris du temps de Dubcek, il conclut qu'il n'aurait pas « été possible sans le long et patient travail idéologique des communistes réformistes au sein du pouvoir politique de la dictature du Parti communiste ». Remarque de grande portée qui signifie qu'aujourd'hui ou demain aucun programme « réformiste », aucune espérance de ce type ne peut être placée, par quelque fraction que ce soit de la société, en des « communistes réformistes », ceux-ci ayant été radicalement extirpés du sein du « pouvoir politique de la dictature ».

Pourtant, « le printemps de Prague » dans les yeux de Zdenek Mlynar, ces premiers mois de 1968 tels qu'ils les a vécus dans les corridors du pouvoir et les salles closes des collaborateurs du comité central, apparaissent singulièrement dépourvus de la réalité sociale qu'avait revêtu, dans la période précédente de sa vie, l'univers du jeune étudiant qu'il avait été à Moscou, puis à Prague.



Le XIV^e Congrès clandestin du Parti communiste tchécoslovaque.

« Ne jamais permettre la formation d'une opposition de gauche »

L'atmosphère qu'il décrit de ce milieu dirigeant est à ce point aseptisée, strictement dépourvue de toute trace d'existence d'une classe ouvrière, d'une jeunesse étudiante, de revendications ou d'aspirations autonomes, qu'on en vient à se demander par quel miracle il a pu relever et rapporter à son lecteur une réflexion de Novotny qui montre que ce dernier avait au moins une connaissance empirique de ses fonctions contre-révolutionnaires de défenseur du Kremlin et des privilégiés à son service :

« Dans le parti, l'essentiel, c'est de ne jamais permettre la formation d'une opposition de gauche contre vous ! L'opposition de droite, on s'en fout ! Mais il ne doit se former aucun groupuscule à votre gauche ! »

En fait, préoccupé d'élaborer les réformes qui devaient permettre d'adapter « l'idéologie » à la réalité, soucieux que le parti demeurât un « chef d'orchestre », ce qui impliquait au moins qu'il ne se prît pas pour l'orchestre à lui tout seul, Zdenek Mlynar semble n'avoir vu aucun des événements décisifs de la période d'éclosion, puis d'explosion du « printemps » — l'irruption des masses sur la scène politique.

Il n'a pas entendu, sous les discours des écrivains de 1967 en leur congrès, les plaintes et la colère grandissante de la société tout entière. Il n'a senti, ni dans les lettres de lecteurs, ni dans les reportages des audacieux journalistes de *Prace*, l'aspiration à la démocratie et à la justice qui s'exprimait jusque dans les pages intérieures de la presse officielle.

Il n'a ni vu ni entendu l'immense aspiration du peuple au rétablissement de la vérité et de la justice dans la question « des procès » et des « années cinquante », comme on disait alors, la volonté de réhabi-

litation, indissociable de la revendication de châtiement des criminels, de leurs complices et de leurs maîtres, qu'il avait pourtant entrevues au lendemain de la révolution hongroise de 1956.

Même les grandes manifestations d'étudiants d'octobre et novembre 1967 semblent ne pas avoir attiré l'attention de ce « communiste réformiste ».

Sans doute a-t-il raison de souligner que le changement de direction du PCT et le remplacement à sa tête de Novotny par Dubcek ne pouvaient pas constituer le résultat d'une simple « évolution de la direction tchécoslovaque » et de suggérer ici l'intervention de Brejnev et de ses hommes.

Sans doute a-t-il raison de souligner que des agents directs du Kremlin comme Vassil Bilak sont embarqués dès le début dans l'équipe « réformatrice » de Dubcek et que ce n'est pas un hasard. Sans doute a-t-il raison aussi de souligner combien l'honnête apparatchik Alexandre Dubcek se sentait loin, en ses premiers mois au pouvoir, d'aspirer au rôle qui fut le sien — pour ne pas parler de celui qui lui fut attribué par ses amis comme ses adversaires.

Le fait troublant est pourtant qu'il voie le facteur du développement des événements dans ce qu'il nomme « un mécanisme capable de forcer des changements », « la presse libre », secteur que Dubcek aurait selon lui négligé, le laissant ainsi devenir une sorte d'« opposition extra-parlementaire ».

Les premiers syndicats libres

Enfermé dans la serre de l'appareil où fleurissent à leur manière les projets des « communistes réformistes », Zdenek Mlynar n'a pas vu en 1968 les masses humaines réclamant justice et exigeant des comptes. Elles étaient pourtant dans les rues de Prague comme dans celles de Plzen et de Brno.

C'étaient elles qui fondaient les premiers syndicats libres, celui des étudiants comme celui des mécaniciens de locomotives, qui multipliaient les clubs et les débats, acclamaient le « Manifeste des deux mille mots », s'organisaient à l'exemple des mineurs de Kladno pour chasser, dans le cours des élections pour le XIV^e Congrès, les hommes qu'elles tenaient pour des agents de Moscou ou simplement pour des fonctionnaires corrompus et sans courage. C'étaient elles qui donnaient précisément à la presse toute la force de cette liberté imposée par en bas, de cette censure supprimée, de cette vérité que la société tout entière exigeait comme son dû.

En 1980, il n'y avait plus en Pologne dans l'appareil du POUP de ces « communistes réformistes » qui ont donné en Tchécoslovaquie les Mlynar, et indirectement les Dubcek. Le mouvement des masses a imposé non la suppression de la censure, mais les syndicats indépendants.

Il y a eu pourtant cette « presse libre », cette « opposition extra-parlementaire » publique que fut précisément en Pologne la presse syndicale. Il a fallu aussi les chars pour la museler temporairement. Mais ne serait-ce pas que Mlynar ignore les forces motrices de l'histoire ?

L'histoire des peuples ne se forge pas dans les coulisses d'un secrétariat de comité central, aussi puissant soit-il, mais dans les usines, les chantiers, les bureaux, les écoles, l'opposition de gauche comme disait Novotny.

Le printemps ne fleurit pas en serre.

Pierre Broué
(à suivre)

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, François Forgue, Luis Favre, Humberto Campodonico, Raul Gomez, Pierre Broué.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 56 413

Gamma : Lochon - page 1 ; Mingam - page 8 ; Awakumowski - page 11 ; Ledru - page 5. Sygma : Tannenbaum - page 2 ; Carrion - page 3 ; Taylor - page 4 ; Franken - page 6 ; Grace - page 9 ; Philippot - page 10 ; Dejean - page 14. Damien - pages 7 et 13. DR : Pages 11, 14, 16 et III.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
.....	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

(1) Cf., dans le n° 3 de *Tribune internationale-La Vérité*, le premier de cette série d'articles (« De Prague à Moscou : la ronde des saisons ») consacré à l'ouvrage de Zdenek Mlynar, *Le Froid vient de Moscou*, Prague 1968.